JUSTICE
Actualités Report

ssociation canadienne de justice pénale
olume 20 No. 2

Canadian Criminal Justice Associatio
Spring / Printemps 200

Toward Prison Privatization? / Vers des prisons privatisées?

Une prison privée de 100 M$ sera érigée sur la Rive-Sud

Extrait du Journal de Montréal,
21 octobre 2004

QUÉBEC – Le réseau carcéral québécois étant continuellement débordé, une prison pouvant loger jusqu'à 500 détenus sera construite, grâce à des investissements privés, sur la Rive-Sud de Montréal, à Longueuil ou à Sainte-Julie. Aussitôt que sera établi le cadre législatif des partenariats public-privé(PPP), le ministre Jacques Chagnon, soumettra ce projet à l'agence des PPP.

Plus d'évasions, de drogue et de roulement

Extrait de La Presse,
16 novembre 2004, par Karim Benesaieh

Des évasions à la pelle, un trafic de drogue incontrôlable et des taux de roulement d'employés frisant les 50% : l'expérience des prisons privées aux Etats-Unis n'a décidément rien de convaincant, selon une étude indépendante du département américain de la Justice publiée en 2002.

Private Health Care in U.S. Jails Failing

Excerpt from New York Times
05/02/27

A series by The New York Times examines the state of private health care in American prisons. The health care provider in question is Prison Health Services, a company that is the largest of its kind in the U.S. The series features a number of incidents where inmates did not receive the medications/care they needed to survive.

The 30th Canadian Congress on Criminal Justice

Le 30e congrès canadien de justice pénale

Viewpoint 2005
Is the future ours to see?

Vision 2005
Que nous réserve l'avenir?

October 26 to 29, 2005 / du 26 au 29 octobre 2005
Calgary, Alberta, Canada

contents/sommaire

1 *Editorial/Éditorial*
Irving Kulik

3 *Fighting the Status Quo: the Growth of Private Prisons*
Stephen T. Easton

7 *L'avènement de prisons privées : une atteinte au statu quo*
Stephen T. Easton

11 *Une nouvelle prison privée au Québec, un choix à écarter*
Jean-Pierre Charbonneau

14 *A New Private Prison for Quebec: An Option to be Dismissed*
Jean-Pierre Charbonneau

17 *Pourquoi l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec dit non à une prison privée*
Johanne Vallée

21 *Prisons privées et travaux communautaires*
Laurent Laplante

26 *Privatized Prisons and Community Service Orders*
Laurent Laplante

29 *La privatisation des prisons… un enjeu majeur au plan éthique pour la communauté*
Ruth Gagnon

32 *Prisons privées : quelques réflexions*
Marion Vacheret

35 *Will private prisons work in Canada?*
Judy Williams

38 *Justice for the Victims – A New Direction for Privatization*
James Loewen

41 *Crime Prevention, Offender Reintegration and Compatibility: Two Journeys – One Conclusion*
Ben A. Andersen
R.E. Bob Brown

45 *Mephistopheles and Other Terrors*
Brendan Haynes

47 *Letters to the Editor / Courrier des lecteurs*

JUSTICE Actualités Report

Volume 20 No. 2 **Spring / Printemps 2005**

JUSTICE REPORT carries information of value to Association readers and the public interested in matters related to the administration of justice in Canada. Opinions expressed in this publication do not necessarily reflect the Association's views, but are included to encourage thought and action on the criminal system throughout Canada. For more information on the activities of the CCJA, please contact:

ACTUALITÉS-JUSTICE renferme des renseignements utiles aux lecteurs de l'Association et au public qu'intéressent les questions relatives à l'administration de la justice au Canada. Les opinions qui sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Association, mais y figurent afin d'encourager à réfléchir et à agir sur la justice pénale dans tout le Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de l'Association veuillez communiquer avec:

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale
1750 Courtwood Crescent, #308, Ottawa, Ontario, Canada K2C 2B5
Telephone/Téléphone: (613) 725-3715
FAX/Téléc. : (613) 725-3720 E-Mail/Courriel : ccja@bellnet.ca Internet : www.ccja-acjp.ca

ISSN: 0823-9436

Editorial/Éditorial

Irving Kulik

Executive Director
Canadian Criminal Justice Association

Privatization of services in the field of criminal justice stirs up a great deal of emotion. The subset of private corrections in particular, has been the subject of much discussion, debate and controversy over the course of the last 25 years or so. While the various NGOs operating privately from the government and having their own boards can be considered private, privatization typically is associated with the for-profit sector. Therefore the words privatization and profit become interchangeable in this context. As a result, for most of us, whether professionals within government or in the voluntary sector, the mere mention of privatization creates a great deal of angst. Should we, may we, profit from the tragedy and suffering of others?

Nonetheless, private policing exists in various forms almost everywhere; privatization within corrections exists in various degrees in a large number of countries including Australia, the United Kingdom, New Zealand and many states and federally in the United States. Within Canada we have seen such initiatives put forth in Ontario and being openly discussed and considered in Quebec.

In a democratic world various ideas deserve to be presented and debated. There are not necessarily absolutes that are accepted on faith by all. Privately operated prisons are considered anathema by many of us, probably most of our readers. Yet, privately operated institutions are considered by some to be making important contributions to corrections in the UK, for example.

We have therefore dedicated this issue to the subject of privatization and have attempted to solicit various viewpoints to share with and challenge our readership. I suspect you will find the majority of the opinions to be familiar to you, as one might expect. What was surprising was the sensitivity in some quarters to even discuss the pro-privatization issue openly. Our existing government operated correctional institutions are not perfect by any means. Indeed CCJA and related NGOs have spoken out against many of the problems in the past and continue to do so. Surely there are some redeeming features about private prisons that we can point out, learn from and adopt?

We were not able to elicit any perspectives for attribution from government nor labour. This speaks far more today to the notion of political correctness than it does to effectiveness in corrections. Dr. Easton in his contribution points out the entrenched desire to maintain the status quo. In the end we may very well conclude that prisons need to be run by the public sector. Until we have the courage to debate the relative values of each approach however, we will not know whether we have made the best investment, based upon democratic and open discussions.

Irving Kulik

Directeur général
Association canadienne de justice pénale

La privatisation des services dans le domaine de la justice pénale soulève beaucoup de passions. Dans un champ plus étroit, la privatisation des services correctionnels a suscité beaucoup de discussions, de débats et de controverses depuis 25 ans. Certains pourraient considérer comme privés les ONG qui sont dotées de leur propre conseil d'administration et qui opèrent indépendamment des administrations gouvernementales; mais, en règle générale, la notion de privatisation nous amène à penser au secteur des organisations à but lucratif. Ainsi, dans le cadre de cette discussion, les notions de privatisation et de profits sont intimement liées. De ce fait, une simple référence à la privatisation suscite une très grande inquiétude chez la plupart d'entre nous, que nous oeuvrions comme professionnels au sein de la fonction publique ou dans le secteur bénévole. Devrions-nous tirer profit de la situation tragique et de la souffrance des autres; cela nous est-il permis?

Quoi qu'il en soit, des services de police privés existent presque partout sous une forme quelconque et plusieurs pays se sont déjà engagés de manière plus ou moins intensive sur la voie de la privatisation des services correctionnels; c'est le cas, notamment, de l'Australie, du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande ainsi que de plusieurs états et du gouvernement fédéral américains. Au Canada, nous avons été témoins de la mise en œuvre d'une telle initiative en Ontario et, au Québec, on envisage présentement cette possibilité et on en discute ouvertement.

Dans une société démocratique, il est normal que certaines idées soient mises de l'avant et soient débattues. Il n'existe pas nécessairement de vérités absolues que tous acceptent comme un dogme. Pour la plupart d'entre nous, et sans doute la plupart de nos lecteurs aussi, l'idée de privatiser les prisons est considérée comme un anathème. Pourtant, à titre d'exemple, certains considèrent que les prisons privées contribuent de manière importante à la qualité des services correctionnels du Royaume-Uni.

C'est pourquoi nous avons consacré ce numéro au thème de la privatisation et nous avons tenté de recueillir différentes perspectives que nous pourrions partager avec nos lecteurs et qui les interpelleraient. J'imagine que la plupart des opinions vous seront familières; on devait s'y attendre. Ce que nous avons trouvé le plus surprenant, c'est la réticence de certains milieux à simplement discuter ouvertement des enjeux. Nos établissements actuels gérés par les instances gouvernementales sont loin de la perfection. De ce fait, l'ACJP et d'autres ONG du domaine de la justice pénale ont ouvertement dénoncé plusieurs problèmes par le passé et ils continuent de le faire. Les prisons privées doivent certainement comporter certains éléments valables que nous pourrions faire ressortir, dont nous pourrions tirer leçon et que nous pourrions mettre en place.

Nous n'avons pas réussi à obtenir de commentaires émanant des milieux gouvernementaux ou syndicaux. Cette situation est davantage un reflet de la rectitude politique qui a cours aujourd'hui que d'un souci d'efficacité des services correctionnels. L'article de M. Easton traite du désir profondément ancré de préserver le statu quo. Il se pourrait bien qu'à l'issue du débat nous en arrivions à la conclusion qu'il faut que les prisons soient gérées par l'État. Toutefois, tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas le courage de débattre de la valeur relative de chacune des approches, nous ne saurons pas si nous avons fait les investissements les plus rentables et qui s'appuient sur des discussions démocratiques et ouvertes.

Fighting the Status Quo: the Growth of Private Prisons

By Stephen T. Easton

Professor of Economics, Simon Fraser University and Senior Fellow, the Fraser Institute

Over the past twenty years private prisons have reappeared. They, and the criminals they house, remain a tiny fraction of the total inmate population worldwide, but their existence has produced a response far out of proportion to their numbers. Any net search on "private prisons" will find sites ten to one exhorting readers to see the evils of such a system and a catalogue of their villainies chapter and verse. Yet the public system is far from perfect. As a matter of history, words like "Attica", or closer to home, "Oakalla", are associated with violence, and there are other examples too numerous to mention. Individual stories of the horrors of private prisons are dwarfed by stories of the horrors of public prisons although the catalogues are never compared. But even among advocates of a purely public prison system, few would argue that we have the best possible system of incarceration. The consideration of private prisons is one alternative to the current prison environment. In moving toward private prisons, governments have been forced to recognize what it is that they want prisons to do, and by holding private prisons to account, the risk is that public prisons will be held to the same standards.

Individual stories of the horrors of private prisons are dwarfed by stories of the horrors of public prisons although the catalogues are never compared.

The Facts

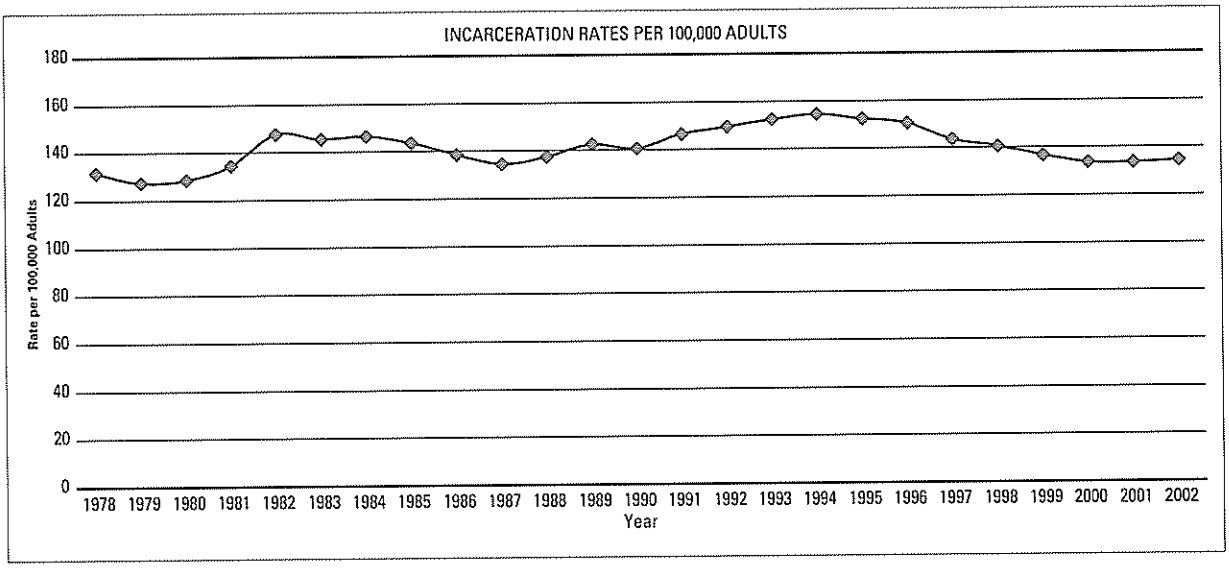
There has been a substantial growth of private prisons in the past quarter century. During the 1990s, government in a wide range of jurisdictions have looked to an alternative to the public prison as an appropriate place to house those who are to be removed from society for the crimes they have committed. The simple rate of increase in available private prison spaces averaged 94 percent per year most of which took place in the United States. Private prisons can now be found in many countries including Australia, Canada, England, New Zealand[1] and South Africa (with the largest private prisons) among the common law countries, and in a number of others including Germany in 2006.

This explosive rate of increase must be seen in context as today only about 140,000 inmates are incarcerated in private prisons around the world in contrast to an inmate population of millions. Australia has 7 private prisons accounting for 17 percent of all inmates. In the UK there are 11 private institutions and about 10 percent of all inmates. In the US, for example, although there are more than 2 million prisoners in jails around the country, only 6 percent are in private facilities leaving 94 percent or nearly 1.9 million in public hands. In Canada there is a single provincial 1,200 bed provincial facility, the Central North Correctional Centre in Penetanguishene, Ontario or less than 4 percent of the total accommodated in federal and provincial correctional institutions.

But these figures do understate private involvement in prisons. Fully private institutions are one end of the spectrum of arrangements providing for the custody of offenders. In every country, the public prison systems use private goods and services at many levels. From remand, prisoner transfers to laundry, food and clothing, the private sector supplies a wide range of products selectively used by whoever constitutes the authorities. Private involvement in prisons is ubiquitous. Fully private prisons are the new idea today.

What may be thought of as semi-private institutions may be found in France, Belgium, and Germany. These are institutions for which a private company may partially finance some of the building of the institution, and then operate all service save that of prison officers. Countries from Chile to South Korea are looking to the private sector to finance or manage prisons. Other countries are considering the experience of different countries and are at different stages in considering whether to move in the direction of private prisons or large components of private services to prisons under various arrangements. These include Belize, Costa Rica, Hong Kong, Lesotho, Lebanon, Malaysia, the Netherlands, Poland, Thailand, and Venezuela.[2]

The Canadian inmate population numbers roughly 32,500 split 60-40 between provincial facilities and 54 federal penitentiaries. This proportion has remained more or less constant for the past quarter of a century. At the same time, however, the proportion of Canadians incarcerated has varied considerably. Figure 1 displays the rate of incarceration per adult in Canada over the past twenty-five years. The early 1980s and early 1990s were times during which the rate of incarceration increased the most rapidly with increases from trough to peak of more than 11 and 15 percent in the two periods with the maximum at 154 inmates per 100,000 adults in 1994 compared with a minimum of 131 in 1978 and 134 today.



Arguable one of the reasons for the interest in private prisons in Canada was the rapid increase in the inmate population in the early 1990s. The public sector is not particularly agile in building new facilities, and pressure to generate more spaces quickly were at a premium and made it possible for governments to think "outside the box" and consider private alternatives. These same forces tend to push policy in other countries.[3]

The Debate

The debate about the role of private prisons has been fierce. Indeed it seems out of all proportions to the actual numbers. Those who propose private prisons typically believe that they can run a prison more cost effectively than public prisons. That is, they can provide the same service level, make a return on their invested capital and save the taxpayer money. The experience of the past twenty-five years of small numbers of privatization has been what one would expect: mixed. Some do well and some do less well. The difficulty in making a systematic evaluation of the outcomes is that with such a highly charged and politicized subject, slogans often replace judgment in the public arena.[4]

Those who encourage private prisons look to the theory of monopoly for their inspiration. Does the public really want a single airline, a single provider of hardware, or a single restaurant chain? Should there be only one way to mail, email or send a package? Should we really have a single television channel? The answer is obvious. We value to choices and the opportunity for the organizations to compete to offer services at the lowest cost. Why then do we balk at adding the potential for an additional supplier of correctional services? There are a number of companies who believe they can do the job, and we have the opportunity to see whether they can. But to do so turns out to be complicated. We need to be able to define what it is that prisons do in sufficient detail that we can monitor and evaluate the outcomes. What is astonishing is that we have to go through this exercise. Why should public prisons not have to fulfill exactly the same kind of performance monitoring as private prisons? Or more obviously, it is clear that by having to draw up guidelines for private prisons, we have been derelict in not requiring our public prisons to meet the same standards. To the extent we can and want to fire for profit prisons, we should also be able to fire public prisons. Of course that option is out of the question unless we have a private alternative. But to the extent that we can identify what it is that satisfies society's wish to incarcerate, the provider of that service should be immaterial. This presumes we value the outcome, and not the special interests of the status quo providers.

...about 140,000 inmates are incarcerated in private prisons around the world in contrast to an inmate population of millions.

Results

There are many ways to evaluate private prisons although it would be useful to look over the history of public prisons with the identical yardsticks. Studies that have been done typically find some savings in comparable private compared to public institutions.[5] But more generally although there may be some cases in which private prisons are more expensive, one can imagine that they will not persist for very long. They have both shareholders to pay and a contract to meet. The fundamental problem that faces objective analysts of prison performance is deciding what criteria are to be met in different prison environments and then making appropriate comparisons. How important is the role of prisons in rehabilitation? Should a former prisoner's recidivism once his time is complete count against a prison's record? Prisoners should be safe and guarded against their colleagues, suicide, etc., etc. Deciding how important each of these criteria is and the cost associated with reaching the goal has itself been a significant exercise and one that has been highlighted by the introduction of private prisons for whom the precise nature of the contract it crucial.

Conclusion

In a short essay it is impossible to convey the complexity that underlies the evaluation of prisons. For the brief modern history of the few private prisons that currently exist, these prisons have been subjected to intense scrutiny. They have been sufficiently successful, whatever we ultimately decide this means, that jurisdictions around the world are considering their adoption – something unthinkable twenty years ago. Will private prisons replace the status quo of public prisons, public administrators and public guards? Considering the deeply entrenched special interests, it will be an uphill struggle. More probably once the private prison system reaches some kind of equilibrium, then like the school system in which both public and private schools exist, the fraction of participants in each will depend upon the governing institutions of the day.

1 The single facility New Zealand contract is up in 2005 and may not be renewed.

2 Roth, Lenny. "Privatization of Prisons" Background Paper No. 3/2004 provided to the Parliament of New South Wales, (March 13, 2005), http://www.parliament.nsw.gov.au/prod/parlment/publications.nsf/0/ED4BA0B9D18C2546CA256EF9001B3 A DA

3 Austin, James and Coventry, Garry. **Emerging Issues on Privatized Prisons,** Department of Justice, Office of Justice Progress, Bureau of Justice Assistance (2001) p.15.

4 A systematic discussion of the dozens of issues that make up the debate from philosophy and political expediency, to labour relations and basic cost benefit analysis, see Easton, Stephen T. ed., Privatizing Correctional Services (The Fraser Institute, 1998) Representatives of academe, labour and management explore these issues at length.

5 Volokh, Alexander. "Developments in Law – The Law of Prison: Part III A Tale of Two Systems: Cost, Quality and Accountability in Private Prisons", ***Harvard Law Review,*** May 2002, Vol. 115 Issue 7, p1868-1891, provides a survey of the results and an evaluation of the merits of several of the more systematic studies, as do Austin, James and Coventry, Garry. **Emerging Issues on Privatized Prisons,** Department of Justice, Office of Justice Progress, Bureau of Justice Assistance (2001) pp. 83.

L'avènement de prisons privées : une atteinte au statu quo

Par Stephen T. Easton

Professeur d'économie à l'Université Simon Fraser et
Agrégé supérieur de recherche du Fraser Institute

Les prisons privées sont revenues dans l'actualité au cours des vingt dernières années. Ces établissements et les détenus qu'ils hébergent correspondent à une infime fraction de la population carcérale mondiale, mais leur existence donne lieu à des réactions disproportionnées, si l'on tient compte des nombres qu'ils représentent. Une simple recherche sur Internet en utilisant les mots clés « private prisons » ou « prisons privées » affichera une multitude de sites qui, dans une proportion de 10 pour 1, exposeront aux lecteurs les maux découlant de cette approche et toutes les conséquences négatives qui s'en suivent. Pourtant, le régime étatique est loin d'être parfait. Si nous remontons dans l'histoire, il suffit de prononcer les mots « Attica » ou, plus près de chez nous, « Oakalla » pour évoquer des images de violence, et il existe trop d'exemples de ce genre pour les citer tous. Les situations horribles vécues par certains détenus des prisons privées n'ont aucune commune mesure avec les horreurs vécues dans les prisons de l'État, mais on se garde bien de comparer les deux régimes. Pourtant, peu de gens, même parmi les défenseurs d'un régime carcéral exclusivement étatique, oseraient prétendre que nous possédons le meilleur système carcéral possible. Le recours aux prisons privées ne représente qu'une des mesures de rechange possibles à l'environnement carcéral actuel. En s'aventurant sur la voie de la privatisation de prisons, les administrations publiques ont été forcées de préciser les résultats qu'elles attendent des prisons et, en exigeant des prisons privées qu'elles rendent des comptes, on risque d'avoir à exiger que les prisons de l'État se conforment aux mêmes normes.

Les situations horribles vécues par certains détenus des prisons privées n'ont aucune commune mesure avec les horreurs vécues dans les prisons de l'État, mais on se garde bien de comparer les deux régimes.

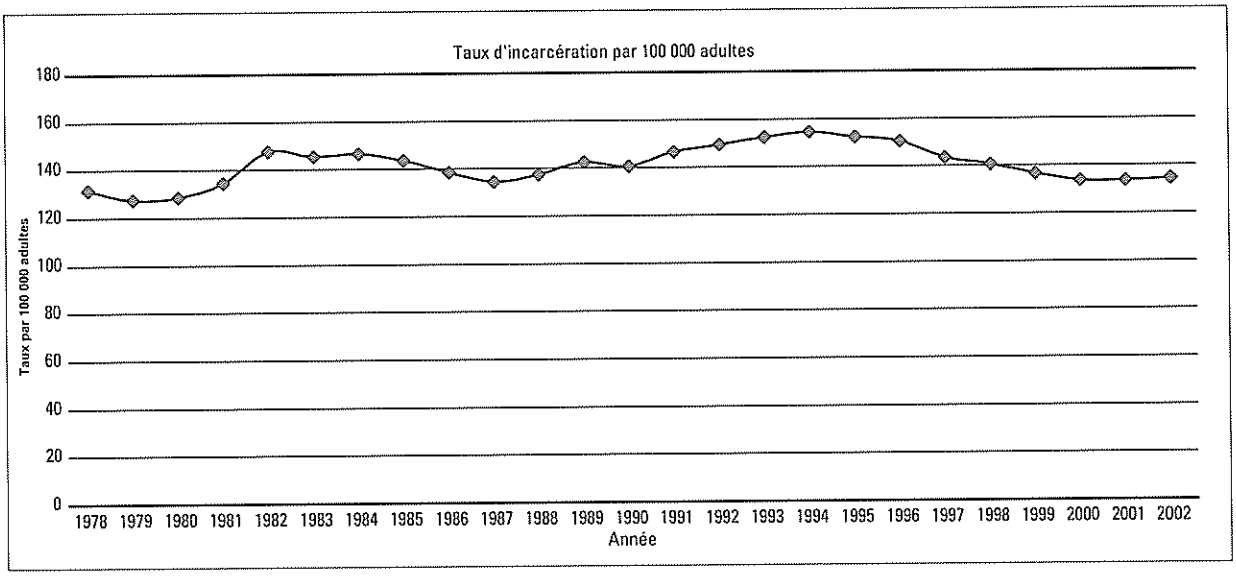
Les faits

Il y a eu une augmentation significative de nombre des prisons privées depuis 25 ans. Au cours des années 1990, plusieurs pays ont envisagé la possibilité de recourir à un régime carcéral acceptable, autre que celui de l'État, pour accueillir les personnes devant être isolées de la société en raison des crimes qu'elles ont commis. L'espace carcéral disponible sur le plan mondial a connu une augmentation annuelle moyenne de 94 p. cent, les États-Unis ayant le plus contribué à cet état de fait. On retrouve maintenant des prisons privées dans plusieurs pays dotés d'un régime de common law, notamment en Australie, au Canada, en Angleterre, en Nouvelle-Zélande[1] et en Afrique du Sud (où l'on retrouve la plus grande des prisons privées), de même que dans plusieurs pays dotés d'un autre régime de droit, notamment en Allemagne qui joindra les rangs en 2006.

Il faut évaluer ce taux d'augmentation explosif dans son contexte; en effet, quelque 140 000 personnes seulement sont aujourd'hui incarcérées dans des prisons privées comparativement à une population carcérale mondiale constituée de millions de personnes. L'Australie compte 7 prisons privées qui accueillent 17 p. cent de tous ses détenus. Par exemple, bien que plus de 2 000 000 de personnes soient détenues dans les prisons américaines de tout le pays, seulement 6 p. cent d'entre elles le sont dans des prisons privées, ce qui signifie que 94 p. cent ou 1,9 million de détenus relèvent du système public. On ne retrouve au Canada qu'un seul établissement provincial, le *Central North Correctional Centre* de Penetanguishene (Ontario), sa capacité est de 1 200 lits, soit moins de 4 p. cent de la population carcérale totale des établissements provinciaux et fédéraux.

Mais ces chiffres sous-estiment la contribution réelle du secteur privé dans les prisons. Les prisons entièrement privées sont une des extrémités du spectre des possibilités en ce qui a trait à la détention d'individus. Par ailleurs, les régimes publics de tous les pays consomment plus ou moins de biens et services offerts par le secteur privé. Les administrations publique achètent de manière sélective divers services offerts par le secteurs privé, notamment des services de buanderie, des services alimentaires et des services vestimentaires, et ce, à toutes les phases de l'incarcération, depuis la phase de transfèrement des prévenus. Le secteur privé est omniprésent dans les prisons. Les prisons totalement privées sont la nouveauté d'aujourd'hui.

On retrouve en France, en Belgique et en Allemagne ce qu'on pourrait qualifier de prisons semi-privées. Il s'agit d'établissements pour lesquels les coûts de construction sont assumés en partie par le secteur privé qui, subséquemment, fournit tous les services à l'exception des agents de correction. Divers pays, depuis le Chili jusqu'à la Corée du Sud, se tournent vers le secteur privé pour assurer la construction ou la gestion de prisons. D'autres pays se penchent sur les résultats obtenus ailleurs et en sont à diverses phases de leur réflexion visant à déterminer s'ils devraient s'engager sur la voie de la privatisation complète ou conclure diverses ententes qui leur permettraient d'incorporer dans leurs prisons un gamme importante de services



dispensés par le secteur privé. Le Belize, le Costa Rica, Hong Kong, le Lesotho, le Liban, la Malaisie, les Pays-Bas, la Pologne, la Thaïlande et le Venezuela sont au nombre de ces derniers pays.[2]

La population carcérale du Canada est de plus ou moins 32 500 détenus, répartis dans une proportion de 60-40 entre les établissements provinciaux et les pénitenciers fédéraux. Cette proportion est demeurée assez stable depuis 25 ans. Par ailleurs, le taux d'incarcération de la population canadienne a connu des fluctuations importantes au cours de cette même période, comme le démontre le tableau ci-dessous. Les taux d'incarcération ont cru le plus rapidement au début des années 1980 et des années 1990; les augmentations se chiffraient entre un minimum de 11 et un maximum de 15 p. cent au cours de ces deux périodes au cours desquelles on a pu noter un maximum de 154 détenus par 100 000 habitants en 1994 comparativement à 131 en 1978 et 134 aujourd'hui.

...quelque 140 000 personnes seulement sont aujourd'hui incarcérées dans des prisons privées comparativement à une population carcérale mondiale constituée de millions de personnes.

Il est permis de penser que l'intérêt que suscitent les prisons privées au Canada est attribuable à l'augmentation rapide de la population carcérale au début des années 1980. Les administrations publiques n'exhibent pas une très grande célérité en matière de construction de nouveaux établissements; de ce fait, les pressions pour qu'on se dote de nouveaux espaces se sont accentuées et ont fait en sorte que les administrations publiques commencent à explorer des alternatives non traditionnelles et qu'elles se tournent vers le secteur privé. Ces mêmes pressions s'exercent ailleurs dans le monde.[3]

Le débat

Le débat sur le rôle des prisons privées a suscité de vives controverses et semble disproportionné si l'on tient compte des nombres en cause. Ceux qui prônent la mise en place de prisons privées sont convaincus qu'ils sont en mesure de gérer un établissement de manière plus rentable que ne le ferait l'administration publique. Ce qui revient à dire qu'ils seraient en mesure d'assurer un niveau de services comparable, de faire fructifier leur investissement et d'assurer des économies pour les contribuables au chapitre des impôts. L'expérience des 25 dernières années relative à un petit nombre de privatisations se traduit, comme il fallait s'y attendre, par des résultats mixtes : Certains établissements connaissent du succès, d'autres moins. Il est difficile de réaliser une évaluation systématique des résultats, car cette question soulève beaucoup d'émotions, elle est très politisée et il arrive souvent que, sur la scène publique, des slogans se substituent au bon sens.[4]

Ceux qui favorisent la privatisation des prisons tirent leurs arguments de la théorie des monopoles. La population veut-elle vraiment qu'il n'existe qu'une ligne aérienne, un seul quincaillier ou une seule chaîne de restaurants? Devrait-il exister une seule et unique méthode d'acheminer une lettre, un courriel ou un colis? Devrait-on vraiment n'avoir accès qu'à une d'une seule chaîne de télévision? Les réponses sont évidentes. Nous accordons beaucoup de valeur à la possibilité d'exercer nos choix et à la possibilité qui s'offre pour des organisations de se mesurer à d'autres en vue d'offrir des services au moindre coût. Pourquoi donc résiste-t-on à l'entrée en scène d'un autre dispensateur de services correctionnels? Plusieurs entreprises sont convaincues de pouvoir faire ce travail et l'occasion nous est offerte de vérifier si elles le peuvent. Mais il s'avère compliqué de le faire. Il nous faut être en mesure de préciser ce qu'on attend des prisons et de le faire de manière suffisamment détaillée pour nous permettre de suivre de près ce qui s'y passe et d'en évaluer les résultats. Ce qui surprend, c'est qu'il nous faille nous astreindre à cet exercice. Pourquoi les prisons du secteur public échapperaient-elles aux exigences imposées aux prisons privées en matière d'évaluation du rendement? Il est manifeste que s'il nous faut aujourd'hui élaborer des lignes directrices applicables aux prisons privées, nous avons été négligents en n'imposant pas plus tôt ces mêmes exigences aux prisons du secteur public. S'il nous est possible de nous défaire des prisons à but lucratif et si nous désirons le faire, nous devrions pouvoir faire de même dans le cas des prisons de l'État. Cette option ne nous est manifestement pas accessible, à moins que nous puissions nous tourner

vers des ressources du secteur privé. Toutefois, dans la mesure où l'on répond aux attentes de la population au chapitre de l'incarcération, le dispensateur des services ne devrait entrer en ligne de compte. Cette approche suppose que ce qui compte, c'est les résultats et non les intérêts particuliers de ceux qui proposent le statu quo.

Les résultats

Il existe plusieurs façons d'évaluer les prisons privées et il serait utile de revoir l'historique des prisons publiques en fonction de critères identiques. Les études réalisées à ce jour concluent généralement que les établissements privés sont moins coûteux que des établissements publics du même type.[5] Mais de manière plus générale, bien qu'on puisse reconnaître certaines situations où les prisons privées sont plus coûteuses, on peut présumer que celles-ci ne dureront pas bien longtemps. Il leur faut à la fois satisfaire leurs actionnaires et respecter les conditions de leur contrat. Le problème fondamental auquel sont confrontés les analystes objectifs du rendement des prisons est d'établir quels critères devraient s'appliquer dans des contextes carcéraux différents et de procéder à des comparaisons adéquates. Quelle est l'importance du rôle des prisons en matière de réadaptation? Devrait-on blâmer les prisons si un ex-détenu récidive après avoir purgé sa peine? Il faut assurer la sécurité des prisonniers et les protéger de leurs semblables, prévenir les suicides, etc. Il est complexe de décider de l'importance que revêt chacun de ces critères et des coûts liés à l'atteinte du but fixé et cela a été mis en lumière avec l'avènement de prisons privées en regard desquelles la nature précise des contrats revêt une importance critique.

Conclusion

Il n'est pas possible dans le cadre d'un bref exposé de faire ressortir la complexité du processus qui sous-tend l'évaluation de prisons. Les quelques prisons privées qui existent présentement ont été soumises à un examen des plus minutieux au cours de leur brève histoire. Elles ont connu suffisamment de succès – quelle que soit la signification qu'on y attache en bout de ligne – pour que des administration de partout dans le monde considèrent l'adoption de cette approche – une situation qu'on n'aurait pu imaginer il y a une vingtaine d'années. Les prisons privées vont-elles remplacer le statu quo que représentent les prisons, les administrations et les agents correctionnels du secteur public? Si on tient compte des intérêts particuliers profondément ancrés qui ont cours, la pente sera difficile à remonter. Ce qui est plus probable, c'est que le jour où le régime des prisons privées aura atteint un certain équilibre, la proportion des détenus qui seront confiés au secteur privé et au secteur public dépendra des administrations en place, comme cela se fait dans le domaine scolaire où les écoles publiques et les écoles privées parviennent à coexister.

---

1 L'entente relative au seul établissement privé de la Nouvelle-Zélande prendra fin en 2005 et pourrait ne pas être renouvelée.

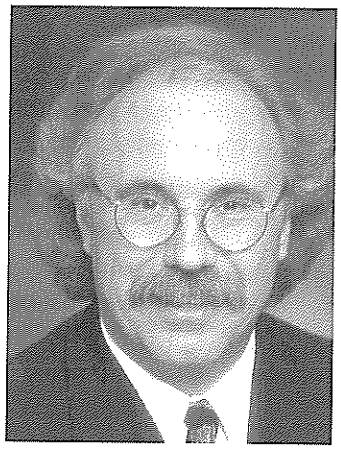
2 Roth, Lenny. "Privatization of Prisons" Document d'information No. 3/2004 présenté au Parlement de New South Wales, (Le 13 mars 2005), http://www.parliament.nsw.gov.au/prod/parlment/publications.nsf/0/ED4BA0B9D18C2546CA256EF9001B3ADA

3 Austin, James et Coventry, Garry. **Emerging Issues on Privatized Prisons,** Department of Justice, Office of Justice Progress, Bureau of Justice Assistance (2001) p.15.

4 Pour un examen systématique de la multitude des questions que soulève ce débat en termes de philosophie et d'opportunisme politique, en passant par les relations de travail et les analyses sommaires des coûts et avantages, consulter Easton, Stephen T. ed., **Privatizing Correctional Services** (The Fraser Institute, 1998) Des universitaires et des représentants des milieux du travail et de l'administration se penchent à fond sur ces questions.

5 Volokh, Alexander. "Developments in Law – The Law of Prison: Part III A Tale of Two Systems: Cost, Quality and Accountability in Private Prisons", ***Harvard Law Review,*** May 2002, Vol. 115 Issue 7, p1868-1891, présente un apeçu des conclusions et une évaluation des mérites de plusieurs des recherches les plus systématiques, tout comme le font Austin, James and Coventry, Garry. **Emerging Issues on Privatized Prisons,** Department of Justice, Office of Justice Progress, Bureau of Justice Assistance (2001) pp. 83.

Une nouvelle prison privée au Québec, un choix à écarter



Par Jean-Pierre Charbonneau

Membre de l'Assemblée nationale du Québec,
Député de Borduas

Porte-parole de l'opposition officielle
en matière de sécurité publique

La privatisation des institutions carcérales au Québec est un nouveau débat qui a cours depuis plusieurs mois, en fait depuis que l'ancien ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Chagnon, a publiquement ouvert la porte à l'éventualité de construire une nouvelle prison en Montérégie et d'en confier la gestion à l'entreprise privée. Ce projet, d'une valeur oscillant entre 80 et 100 millions de dollars, vise la construction d'une prison pourvue de divers services offerts en sous-traitance, de la buanderie à la sécurité.

En mars dernier, le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec tenait une manifestation devant le Palais de justice de Montréal, pour protester contre le projet de prison privée en Montérégie. L'actuel ministre de la Sécurité publique, M. Jacques Dupuis, a profité de l'occasion pour déclarer qu'il entretenait des doutes sur la faisabilité d'un tel projet de partenariat public-privé. (*Le Soleil,* 10 mars 2005)

S'il choisissait tout de même d'aller dans cette voie, le gouvernement du Québec pourrait choisir de recourir à différentes formes de partenariats publics/privés pour la construction d'un tel établissement sur la base des expériences similaires menées à l'étranger. Il pourrait choisir un modèle de construction en PPP dont le financement initial serait assuré par le privé et remboursé par le gouvernement sur une période de temps plus ou moins longue. Le gouvernement pourrait aussi choisir de confier plutôt la gestion partielle ou totale d'une prison à des entrepreneurs privés.

Une étude menée par l'Association des services de réhabilitation sociale du

Québec, rendue publique en novembre 2004, nous enseigne qu'aucune recherche approfondie n'est convaincante à l'égard du bienfait de la privatisation des établissements carcéraux, peu importe le modèle retenu. Selon l'ASRSQ, autant l'expérience américaine que l'expérience ontarienne ont mené à des conclusions négatives, que ce soit à l'égard de la marge de profit retirée par l'entrepreneur, du niveau de sécurité de ces institutions, du taux de roulement des agents de sécurité ou du confort minimal nécessaire à de tels établissements.

Évidemment, l'état des finances publiques demeure l'argument utilisé par certains gestionnaires de l'État québécois afin de justifier une éventuelle décision de confier à des tiers du secteur privé sa responsabilité carcérale. Pour notre part, avant d'envisager l'option d'une prison privée, il nous semble plus logique que le conseil des ministres réponde d'abord à la question suivante : avons-nous besoin d'une nouvelle prison à l'heure actuelle au Québec?

Selon l'étude de l'ASRSQ, plusieurs statistiques devraient nous porter à croire que les fluctuations de la population carcérale du Québec et l'évolution de la criminalité font en sorte que le besoin de cellules ne serait pas aussi criant que nous pourrions être portés à la croire. En effet, le vieillissement de la population, analysé au regard de la baisse de la criminalité nous mènerait à une décroissance de la délinquance durant les prochaines années. De son côté, le ministère, par la voix du directeur régional des services correctionnels du Québec en Montérégie, réplique qu'une nouvelle prison est nécessaire en raison de la croissance démographique de la région montérégienne et la surpopulation permanente qui pousse les fonctionnaires à disperser les détenus dans des prisons à l'extérieur de la région, ce qui entraîne des coûts supplémentaires. (*Le Devoir,* 26 janvier 2005) À ce propos, le Protecteur du citoyen, dans son Rapport annuel 2003-2004, intitulé *Pour le citoyen : miser sur le bon sens,* « considère que le manque de ressources ainsi que le phénomène de surpopulation des établissements de détention sont souvent les causes des problèmes rencontrés. Ces derniers sont sérieux : ils vont de la diminution de la qualité de vie des personnes incarcérées jusqu'à la perte effective de droits reconnus par la Loi. » (p. 33)

...le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec tenait une manifestation devant le Palais de justice de Montréal, pour protester contre le projet de prison privée en Montérégie.

Face à ces deux thèses, j'ai demandé la tenue d'une commission parlementaire pour clarifier cette question du besoin d'une nouvelle prison. S'il advenait que la démonstration d'un besoin d'une telle infrastructure était faite, c'est alors qu'il faudrait étudier sérieusement la valeur réelle de l'option de la prison privée. Il m'importe que les parlementaires qui sont élus pour représenter les citoyennes et citoyens aient leur mot à dire dans un choix de société aussi important.

Par ailleurs, quelque soit la réponse éventuelle, un problème majeur demeure : les services correctionnels québécois souffrent de graves lacunes. Celles-ci ont été clairement identifiées par le Rapport Corbo en 2001, lequel a donné lieu à l'adoption de la loi 89, *Loi sur le système correctionnel du Québec.* Dans l'immédiat, la priorité en terme d'investissement de fonds publics devrait être la mise en œuvre de cette réforme. Est-il nécessaire de rappeler la triste histoire du jeune Alexandre Livernoche, tué par Mario Bastien, alors en absence temporaire de la prison de Trois-Rivières pour réaliser qu'il est nécessaire que cette réforme devienne réalité? Le cœur de ce débat fait l'unanimité parmi les observateurs : c'est une question de gros sous. La réhabilitation sociale, les services correctionnels et l'opportunité des absences temporaires pour les détenus non éligibles à une libération conditionnelle nécessitent que soit réglée la question du sous-financement chronique des services correctionnels.

Ainsi, à notre avis, avant de recourir au privé afin de créer des places supplémentaires pour les détenus, il s'agit de se demander si nous ne pouvons pas faire mieux avec le réseau actuel. C'était d'ailleurs l'esprit qui animait le gouvernement du Parti Québécois en 2002 lors du dépôt du projet de loi no 89. Cette loi, adoptée à l'unanimité un mois plus tard, avait fait dire au député Jacques Dupuis, alors porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique et aujourd'hui ministre de la Sécurité publique, que le choix prioritaire du gouvernement du Québec devait impérativement être celui d'investir les sommes nécessaires à la concrétisation de la réforme des services correctionnels. « Jamais plus un individu ne devra être libéré pour des raisons budgétaires », déclarait-il dans les quotidiens québécois en juin 2001. Or, depuis ce temps, M. Dupuis siège au Conseil des ministres du gouvernement libéral. Malgré cela, après deux ans de gouvernance et à l'aube du Budget 2005-2006, rien ne laisse présager que le gouvernement du Québec investira cette fois-ci la somme nécessaire, estimée à 30 millions de dollars. L'ancien ministre Chagnon reconnaissait même en avril 2004 ne pas en voir les moyens.

Cette réforme du système correctionnel permettrait pourtant à ses différents intervenants d'optimiser leur décision de recourir à des mesures alternatives à l'emprisonnement, dans une vision de réhabilitation sociale. En plus de libérer des places dans le réseau carcéral, notamment pour les détenus en attente de leur procès, cette réforme comporte l'intérêt d'agir directement sur la baisse du taux de criminalité par la perspective de réhabilitation des criminels.

Un dernier élément à considérer en regard des investissements nécessaires dans le système correctionnel québécois est que plusieurs prisons existantes nécessitent des travaux de modernisation majeurs. Par exemple, l'ancien ministre de la Sécurité publique chiffrait à 60 millions la somme à investir pour rénover la prison de Bordeaux, à Montréal. D'autres institutions régionales ont aussi besoin d'être restaurées.

En somme, il apparaît évident que le gouvernement du Québec a d'abord besoin d'injecter des sommes importantes dans le système carcéral à la fois pour la mise en oeuvre de la réforme des services correctionnels et pour l'amélioration, et peut-être l'augmentation, du nombre de places dans les prisons. Chose certaine, l'option d'une prison privée ne réglerait en rien la problématique financière. Le gouvernement du Québec n'échappera pas à l'obligation de dégager des sommes substantielles pour rendre le système carcéral québécois conforme aux exigences de sécurité et de réhabilitation.

A New Private Prison for Quebec: An Option to be Dismissed

By Jean-Pierre Charbonneau

Member of the Quebec National Assembly, Representing the Riding of Borduas

Official Opposition Spokesman on Public Security Issues

A new debate has been ongoing in Quebec for the past several months. More specifically, it arose when the former Minister of Public Security, Mr. Jacques Chagnon, publicly left open the possibility of building a new prison in the Montérégie area and turning over its management to the private sector. This project would involve building a prison that would rely on private-sector suppliers to provide a number of services from laundry to security; its estimated costs would range from 80 to 100 million dollars.

Last March, the *Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec* (the Quebec union of peace officers involved in corrections) held a demonstration in front of the Montreal court house to protest against the proposed building of a privately run prison in the Montérégie. Mr. Jacques Dupuis, the current Minister of Public Security, seized the opportunity to express certain doubts relative to the feasibility of such a public/private partnership (PPP). (*Le Soleil,* March 10, 2005)

If the Government of Quebec chose to move in that direction nonetheless, it could resort to various forms of public/private partnership for the building of an institution on the basis of similar endeavours undertaken in other countries. One of the avenues would be to have the institution built on the basis of a PPP whereby funds would be provided by the private sector and refunded by the government over a specified period of time. The Government could also opt to hand over the management of the prison to private contractors, either in part or in whole.

A study conducted by the *Association des services de rehabilitation sociale du Québec* (ASRSQ) and published in November 2004 concluded that no in-depth research has ever produced convincing evidence pertaining to the benefits of private prisons, regardless of the model in place. According to the ASRSQ, both the American and the Ontario experience have led to negative results, be it in terms of the profit margin of the private operators, the security and safety levels of institutions, the rate of security-staff turnover, or the minimum level of comfort requirements to be met by such institutions.

Of course, for certain Quebec Government administrators, the current state of public finances would justify the province's ultimately delegating its responsibility for prisons to the private sector. In our view, before considering privatisation as an option, it would make more sense for the Cabinet to answer the following question: "Does Quebec require a new prison at this time?"

As the ASRSQ study indicates, a number of statistics should lead us to conclude that the ebb and flow of the prison population in the province and changing crime patterns are such that the need for additional cells may not be as pressing as one might be led to believe. Indeed, given our ageing population and the current crime trends, one might even anticipate a drop in crime rates over the coming years. But the ministry, as represented by the Regional Director of the Quebec Correctional Service in the Montérégie, views things differently and considers a new prison to be necessary because of the demographic growth of the Montérégie area and the persistent overcrowding of institutions that forces prison administrators to transfer inmates to other facilities outside the area, thereby incurring additional expenses. (*Le Devoir,* January 26, 2005) In that regard, the *Protecteur du citoyen (Ombudsman)* in his Annual Report for 2003-2004, *For the citizen: Building on common sense,* states his belief "that the scarcity of resources, as well as the overcrowding phenomenon, within correctional facilities are often at the root of the problems encountered.// These are serious problems, ranging from the decrease in the quality of life of inmates to the actual loss of legal rights." (p.33)

> ...the Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec *(the Quebec union of peace officers involved in corrections)* held a demonstration in front of the Montreal court house to protest against the proposed building of a privately run prison in the Montérégie.

In light of the two expressed positions, I have requested that a parliamentary commission be convened to determine whether or not a new prison is needed. Should the need for such a facility be clearly demonstrated, only then should we undertake an assessment of the actual value of private prisons. It is important for parliamentarians – who are elected to represent their constituents – to have a say in what constitutes such an important societal choice.

Yet, regardless of the outcome of the commission, the fact remains that correctional services in Quebec are greatly deficient. These deficiencies were clearly highlighted in the 2001 Corbo Report, which paved the way for the enactment of bill 89, *An Act Respecting the Québec Correctional System.* For the time being, public funds should be devoted first and foremost to the implementation of that reform. Need we recall the sad demise of young Alexandre Livernoche who was murdered by Mario Bastien while he was on temporary leave from the Trois-Rivières jail for people to realize that this reform needs to take place? Observers are unanimous, the significance of the funding needed is central to this debate. Social rehabilitation, the issue of correctional services and the timeliness of granting temporary leaves to inmates who are not yet eligible for parole require that solutions be found to alleviate the chronic under-funding of correctional services.

It is our view that, before turning to the private sector to build additional cells, we should examine whether we could use our current network more efficiently. That was the thinking underlying the tabling of bill 89 by the Government of the Parti Québécois in 2002. That legislation was adopted unanimously one month after its being tabled and prompted Jacques Dupuis, then MNA and opposition critic on public security issues and now Minister of Public Security, to state that the Quebec Government should make it a priority to invest the required amounts to ensure that the reform of correctional services translates into action. In June 2001, Quebec newspapers quoted him as saying: "Never again should anyone be released because of financial considerations." Mr. Dupuis has been appointed to the Liberal Cabinet since then;

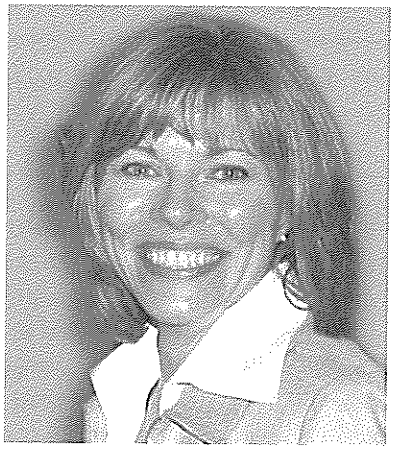
yet, despite having been in power for two years and with the 2005-2006 budget about to be tabled, there is no indication that the Quebec Government intends to invest the estimated 30 million dollars that would be necessary. In April 2004, former Minister Chagnon went as far as to acknowledge that the province could not afford it.

Yet, the proposed reform of the correctional system would enable its workers to derive maximum benefit from using alternatives to incarceration in pursuit of social rehabilitation. In addition to vacating space within correctional facilities, particularly space occupied by inmates awaiting trial, the proposed reform contains an expressed interest in lowering crime rates by contributing to the rehabilitation of offenders.

One final element needs to be considered in relation to the investments that would be required within the Quebec Correctional System: several existing prisons are in need of major renovations. By way of example, the former Minister of Public Security estimated that some 60 million dollars would be required to renovate Montreal's Bordeaux Jail. Other regional institutions are also in need of restoration.

In short, it seems clear that the Quebec Government must first invest important amounts in the correctional system in order to implement the reform of correctional services and, possibly, to increase prison capacity as well. One thing is certain; privatizing prisons would in no way contribute to resolving the Province's financial problems. The Quebec Government will not escape having to come up with substantial investments to ensure that its correctional system meets the requirements of security and rehabilitation.

Pourquoi l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec dit non à une prison privée



Par Johanne Vallée

Directrice générale
ASRSQ

Au printemps dernier, lorsque les médias ont fait allusion à la possibilité de recourir à un partenariat public privé pour la construction de nouvelles cellules, nous avons très honnêtement cru qu'il s'agissait d'une fausse rumeur. Malheureusement, le tout s'est confirmé lorsque la Direction générale des services correctionnels du Québec a annoncé la mise sur pied d'un comité chargé d'étudier 3 scénarios qui sont les suivants :

Le premier prévoit la privatisation du financement, de la conception, de la construction et de l'entretien du centre. Le second ajoute la privatisation de certains services auxiliaires, tels la cafétéria, la formation, les ateliers de travail. Le dernier scénario ouvre la voie à la privatisation de l'ensemble des activités, dont la surveillance, sauf pour les activités engendrant l'usage de la force et de la discipline. Dans ce scénario, la gestion des sentences reste entre les mains du secteur public, à travers un chef de conformité. Cependant, l'exécutant demeure le secteur privé. Pour ces 3 scénarios, il y a un vérificateur public.

...le Québec a-t-il besoin d'un nouvel établissement de détention?

Le conseil d'administration de l'ASRSQ a donc réuni un groupe d'experts bénévoles pour étudier la question. Au sein de ce groupe de travail, on retrouve une variété de compétences touchant à la fois au droit et à la criminologie. Ainsi, le comité est composé d'universitaire, de représentant du milieu communautaire et de dirigeants retraités du milieu correctionnel.

Avant même de s'interroger sur la pertinence et la valeur de la contribution du secteur privé à but lucratif dans le domaine correctionnel, le comité a posé une question : le Québec a-t-il besoin d'un nouvel établissement de détention?

Pour répondre à cette question, plusieurs statistiques ont été prises en compte. Le tableau, ci-joint, trace un portrait assez complet de la situation. On note que malgré la fermeture, en 1995, de 5 centres de détention, la capacité cellulaire des Services correctionnels s'est accrue, et ce, même si on constate une baisse constante de la population carcérale, à l'exception des 2 dernières années. On constate également que le nombre d'admissions en détention est passé de 64 320, en 1993-1994, à 40 543 en 2003-2004. Le nombre de personnes prévenues a également diminué de manière considérable. Une légère hausse est notée pour les 2 dernières années, laquelle est peut-être attribuable aux opérations contre le crime organisé. Lorsqu'on examine le nombre de personnes condamnées, la baisse est aussi très significative et constante. D'ailleurs, la proportion de peine avec sursis a augmenté depuis la mise en vigueur de cette mesure, passant de 11 % en 1997-1998 à 16 % en 2000-2001, tandis que celle des peines d'incarcération a chuté de 70 % à 56 % et celle des peines de probation est passée de 19 % à 29 %. Combinés aux facteurs liés au vieillissement de la population et à la décroissance de la délinquance, les conclusions de notre analyse au sujet des places en détention nous semblent toujours pertinentes. **Le Québec n'a pas besoin d'ajouter de nouvelles cellules.** Tout au plus, le Québec doit rajeunir certaines cellules.

Par la suite, le comité a entrepris l'examen des expériences en cours dans plusieurs pays et celle de l'Ontario avec la prison de Penetanghuishen. Conscient que la réalité budgétaire du Québec constituait un motif important dans le choix éventuel du gouvernement de développer un partenariat avec le secteur privé, le comité a examiné les études sur les bénéfices économiques entourant la gestion privée des établissements carcéraux. Les recherches les plus récentes mettent sérieusement en doute les bénéfices escomptés. Tant les études du Federal Bureau of Justice des États-Unis, menées par Scott Camp et Gerald Gaes, que celle de Stephan Nathan, de grande Bretagne[1], mettent en doute ces bénéfices. Les gouvernements n'en auraient donc pas pour leur argent.

De plus, la logique du secteur privé, qui mise sur la rentabilité, crée un obstacle de taille à la saine gestion de l'établissement. Le ratio employé\détenu est inférieur à ce que l'on retrouve dans le secteur public. La formation du personnel est également déficiente. Ces situations entraînent donc des problèmes importants au niveau de la sécurité du personnel et des détenus. Les agressions sont plus nombreuses dans ces établissements.

La qualité des services est aussi remise en cause. De même que le respect des différents droits des détenus. Bref, cette logique de rentabilité économique affecte l'ensemble des opérations carcérales et la vie des individus qui y travaillent ou y séjournent.[2] Nous avons constaté que la privatisation des prisons est souvent accompagnée d'une augmentation du recours à l'incarcération.

...le Québec doit rajeunir certaines cellules.

L'ASRSQ s'est également interrogé sur les enjeux éthiques et légaux, notamment au plan du processus d'imputabilité. Notre analyse démontre également de nombreuses lacunes. L'avocate australienne Amanda Georges note que les rapports des entreprises privées sont souvent incomplets et qu'il est difficile d'obtenir les informations sur les conditions de vie des détenus.

Lorsque nous avons discuté avec la présidente du Comité des citoyens contre la prison privée à Penetanguishene en Ontario, celle-ci faisait écho aux commentaires d'Amanda Georges. Son groupe est très préoccupé par la sécurité du personnel et des détenus. Il semble une fois de plus que la qualité des services soit nettement inférieure à celle des établissements publics. Alors, pourquoi les gouvernements semblent-ils s'y enclin à recourir à l'entreprise privée pour gérer les établissements de détention?

Au Québec, le principal motif semble économique. Le gouvernement a peu d'argent et en faisant appel au privé, il n'a pas à investir lui-même dans la construction. Ailleurs, on retrouve le même genre d'argument. Mais en discutant avec différents acteurs, d'autres hypothèses sont également

avancées. Certains croient que les gouvernements tentent de se déresponsabiliser face aux problèmes qui surviennent dans les établissements. Aux yeux du public, ils peuvent ainsi renvoyer le blâme sur l'entreprise privée. D'autres prétendent que devant le puissant pouvoir des syndicats, les gouvernements souhaitent sortir du cadre des relations et des exigences syndicales en ayant recours au secteur privé. Bref, les raisons sont nombreuses, mais il est inquiétant de constater que la solution imaginée se limite à l'entreprise privée.

Pour notre part, conscients des enjeux liés notamment au renouvellement d'infrastructures cellulaires alors que le gouvernement du Québec a peu de moyens, nous avons suggéré différentes alternatives. Par exemple, alors que les pénitenciers fédéraux au Québec ont un volume de cellules inoccupées, nous avons proposé au Québec une entente fédérale-provinciale pour louer ces cellules.

Lorsqu'on examine la population carcérale, on note que l'accroissement des dernières années s'est manifesté particulièrement au niveau de la détention préventive. Alors, pourquoi ne pas recourir aux foyers de cautionnement à titre d'alternative à la détention préventive? En faisant une utilisation optimale des places en maisons de transition on pourrait certainement réduire le recours à la détention pour une partie de la clientèle.

...la privatisation des prisons est souvent accompagnée d'une augmentation du recours à l'incarcération.

Mais, il y a plus. Le nombre de libération conditionnelle semble diminuer. Notre hypothèse est à l'effet que le manque de programmes de réhabilitation et les ressources insuffisantes à l'encadrement des détenus limitent les décisions positives de la commission des libérations conditionnelles. Les renonciations à une libération conditionnelle sont en hausse. Dans ce cas, cela favorise des remises en liberté au 2/3. Au Québec, une remise en liberté au 2/3 signifie qu'aucun suivi, ni encadrement ne sera offert. La personne se retrouve libre, point!

Dans ce contexte, il nous apparaîtrait plus judicieux que le gouvernement s'attaque aux vrais problèmes plutôt que de résoudre ces derniers en augmentant le nombre de cellules sans se préoccuper de l'efficacité du système, ni de la sécurité du public. C'est la solution la plus coûteuse et celle qui risque d'enfoncer les Services correctionnels du Québec dans un cul de sac au niveau de leur crédibilité. Car depuis l'affaire Bastien, celle à l'origine de l'enquête sur le processus décisionnel de remise en liberté et de la refonte de la Loi sur le système correctionnel, le gouvernement n'a pas injecté les ressources nécessaires à la correction de lacunes majeures dénoncées et démontrées.

Voilà pourquoi, l'ASRSQ s'oppose à l'ajout de cellules. Elle s'oppose à la gestion privée des établissements de détention et demande au gouvernement du Québec d'investir dans l'appareil correctionnel du Québec pour assurer sa crédibilité et donner un véritable sens à la réhabilitation sociale des contrevenants.

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2003-2004
Capacité totale	**3 787**	**3 836**	**3822**	**3 884**	**3 904**	**3 801**	**3 752**	**3 807**	**3 807**	**3 839**	**4 274**
Normale	3 156	3 167	3 131	3 106	3 106	3 297	3 239	3 189	3 189	3 167	3 761[1]
1Support	379	381	338	373	373	315	324	317	317	317	-
Occasionnelle	252	288	353	405	425	189	189	301	301	355	-
Population moyenne quotidienne présente totale	**3 348,8**	**3 565,7**	**3550,0**	**3 560,2**	**3 469,4**	**3 425,6**	**3 301,8**	**3 321,4**	**3 124,6**	**3 223,7**	**3 757,9**
Population moyenne quotidienne présente des personnes prévenues	2 109,1	nd	nd	nd	nd	1 264,3	1 184,7	1 219,1	1 114,3	1 277,6	1 552,2
Population moyenne quotidienne présente des personnes détenues	1 239,7	nd	nd	nd	nd	2 161,3	2 117,1	2 102,2	2 010,3	1 946,1	2 205,2
Admissions en détention	**60 807**	**63 358**	**64 320**	**65 357**	**65 461**	**62 985**	**56 954**	**49 791**	**46 528**	**43 911**	**40 543**
Admissions de personnes prévenues	40 201	40 019	39 468	39 456	37 361	34 194	30 735	28 039	28 504	28 950	nd
Admissions de personnes condamnées	20 498	23 258	24 763	25 812	28 052	28 760	26 186	21 728	18 024	14 961	nd
Taux de criminalité au Québec	**8 459[2]**	**8 394[2]**	**8 016[2]**	**7 013[2]**	**6 964[2]**	**7 064[2]**	**6 427,5**	**6 139,5**	**5 751,2**	**5 814,7**	**5 433,9**

1 Capacité opérationnelle

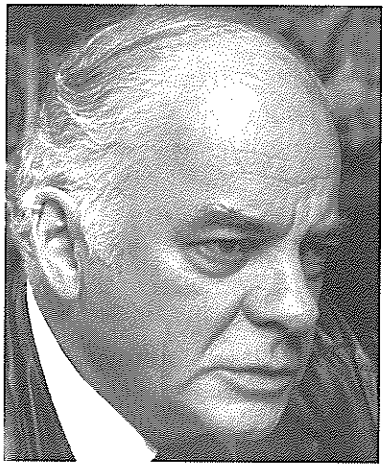
2 Donnée présentée obtenue peut-être selon un calcul différent

1996-1997 : fermeture des établissements de Joliette, Cowansville, Saint-Hyacinthe, Waterloo, Rivière-du-Loup

1 Camp, Scott et Gerald Gaes. 2002, *Growth and Quality of US. Private Prisons : Evidence from a national survey,* Federal Bureau of Prison, vol.1, no.3, p.427-450.
Nathan, Stephan. 2003, *Prison Privatization in United Kingdom,* dans Coyle, A.A. Campbell et R.Neufield, *Capitalist Punishment : Prison Privatization and Human Rights,* Londres, Zed Books, 235p.

2 Ceux et celles qui sont intéressés par ces analyses peuvent les consulter le site internet de l'ASRSQ au www.asrsq.ca

Prisons privées et travaux communautaires



Par Laurent Laplante

Commentateur pigiste

En raison de sa complexité et de la diversité de ses tâches, un État moderne est souvent confronté à des contradictions. Il déplore que se multiplient les joueurs compulsifs, mais il aime bien encaisser les millions que rapportent les loteries publiques. Il déteste les coûts engendrés par l'alcoolisme et il rappelle aux citoyens que « la modération a bien meilleur goût », mais il empoche avec enthousiasme les millions découlant des ventes d'alcool. L'administration de la justice ne crée donc pas un précédent quant, à son tour, elle se laisse écarteler entre deux philosophies. On s'étonnera quand même que l'administration de la justice se montre aujourd'hui sympathique à la fois aux prisons privées et aux travaux communautaires. Il n'est pas dit, en effet, que les deux orientations soient compatibles.

...la privatisation conduira-t-elle à hypertrophier l'importance de la sécurité et à laisser se dégrader les autres services ? À la limite, la privatisation signifie-t-elle qu'on cesse de croire à la réhabilitation ?

Profit ou réhabilitation ?

Les motifs avancés pour justifier la privatisation d'établissements carcéraux sont rarement défendables. Dans le cas du Québec, en tout cas, le gouvernement a beau défendre le projet d'une prison confiée à une entreprise commerciale comme un bel exemple de « partenariat public-privé » (PPP), il n'est pas encore parvenu à convaincre l'opinion des bienfaits de la formule. Sa description du projet demeure même si variable que les raisons invoquées fluctuent de discours en discours ; on préfère les taire ou ne les dévoiler qu'à demi. Certes, on promet une diminution des coûts, mais tout laisse

croire qu'on rêve surtout d'une gestion échappant à la syndicalisation. Si l'attention se porte non plus sur les salaires reliés à la sécurité, mais sur les autres postes budgétaires, les précisions font également défaut. On ne voit pas comment la réduction des dépenses pourra s'effectuer sans toucher aux standards existants en matière de nourriture ou réduire le personnel moins directement relié à la sécurité. Le doute surgit dès lors : la privatisation conduira-t-elle à hypertrophier l'importance de la sécurité et à laisser se dégrader les autres services ? À la limite, la privatisation signifie-t-elle qu'on cesse de croire à la réhabilitation ?

Ces questions sont incontournables. Entre les prisons d'autrefois et les établissements qui font notre fierté, la différence tient en peu de mots : celles d'hier se contentaient d'isoler les condamnés pendant la durée de leur sentence, celles d'aujourd'hui sont censées aider les détenus à se reprendre en main. Nettement plus civilisée et humaine, la prison soucieuse de réhabilitation et de réinsertion sociale investit en personnel spécialisé, en cours par correspondance ou par Internet, en loisirs tonifiants, etc. Dès l'instant où la gestion privée cherchera à maximiser ses profits, le risque surgira de voir cette « différence » subir les pires pressions.

On ne peut pas, en effet, jouer sur tous les tableaux. Si la prison créée et gérée par l'entreprise privée doit coûter moins chère que l'établissement relevant directement des pouvoirs publics, certains postes budgétaires recevront forcément moins d'argent. Lesquels ? Pas la cuisine, car quiconque a déjà prêté l'oreille aux bruits émanant d'une prison ou d'un pénitencier sait à quoi s'expose le gestionnaire qui attente à la qualité de l'alimentation. Le personnel voué à la sécurité ? Oui, des économies sont possibles à ce chapitre, mais seulement si l'on substitue à des gardiens en chair et en os telle ou telle forme de surveillance électronique. S'orienter dans cette direction, c'est cependant choisir la sécurité dite périphérique plutôt qu'un contrôle plus direct et plus immédiat. Caméras et miradors ne se syndiquent pas, ne réclament pas de temps supplémentaire et peuvent rendre le périmètre à peu près infranchissable. On parvient ainsi à empêcher les évasions, ce qui apaise l'opinion publique et protège les politiciens des questions embêtantes, mais on ne procure plus à chacun des détenus la sécurité « à visage humain » à laquelle il a droit. À la limite, la sécurité périphérique débouche sur une sorte de pacte de non-agression entre les gestionnaires et les gangs les plus fortement représentés à l'intérieur des murs : il n'y a pas d'évasion, mais des détenus font la loi à l'intérieur des murs.

Les seules autres compressions des coûts ne peuvent survenir que dans les services d'ordre psychologique, culturel ou éducatif. En ouvrant le domaine carcéral aux PPP, c'est dans une telle alternative qu'on s'enferme : ou le gain pécuniaire est nul ou il passe par l'élimination ou la réduction des services requis par la réhabilitation. Supprimer le psychologue ou le conseiller en formation, c'est, en effet, réduire les coûts financiers, mais affaiblir ou supprimer l'effort visant la réhabilitation.

Et la dette à la société ?

Ce n'est pas le seul dommage qu'entraîne le recours aux partenariats publics-privés (PPP) dans le domaine carcéral. Non seulement la prise en charge de la détention par l'entreprise privée ne promet que des économies qualitativement et quantitativement douteuses, mais elle fait disparaître un face-à-face essentiel, celui qui place le détenu devant sa dette sociale. En effet, malgré sa formulation archaïque, le principe voulant qu'un criminel doive payer sa dette à la société mérite encore et toujours le respect. Confier un établissement carcéral à l'entreprise privée, c'est renoncer à la réconciliation du coupable avec sa conscience et avec la société. Bien sûr, tous les condamnés ne profitent pas de leur détention pour se livrer à des révisions déchirantes ou à des conversions à la saint Paul, mais on fait fausse route si l'on réduit le rôle de la prison à celui d'une chambre froide où chacun, selon l'expression consacrée, « ferait son temps » avant de retourner à ses ornières. Même si plusieurs des détenus traversaient leurs mois et leurs années d'incarcération sans se remettre en question, il demeure essentiel que tous soient mis en face d'établissements et de personnels représentant et incarnant la société : c'est elle qu'ils ont lésée, à elle par conséquent qu'ils doivent offrir réparation. Obéir aux ordres d'un mercenaire embauché par une entreprise néolibérale, ce n'est pas la même chose que faire face à la société.

Les travaux communautaires sont d'ailleurs là pour contredire la propension à dispenser le coupable du paiement de sa dette à la société. Même si ces travaux sont encore perçus – hélas ! – comme une peine trop

légère, notre administration de la justice a raison de s'en servir de plus en plus. Le crime, en effet, n'est pas seulement un empiètement sur les droits d'un citoyen. Il est aussi une remise en question de l'ordre social. Le criminel, qu'il s'agisse de prostitution juvénile ou d'effraction, d'intimidation ou de vol de voiture, a privé ses semblables de la sécurité à laquelle ils ont droit. Les travaux communautaires, plus nettement que la détention, obligent le délinquant à fournir des services à la société qu'il a lésée. Dans bien des cas, et je songe ici à certaines personnalités condamnées au Québec pour les crimes commis en matière de prostitution juvénile, les travaux communautaires ont présenté l'énorme avantage de forcer le coupable à frayer avec le public et de répondre aux questions émanant spontanément du bon sens populaire. Le résultat, c'est que le délinquant, souvent porté à blâmer l'administration de la justice telle qu'elle s'incarne dans les tribunaux et la magistrature, devait cette fois répondre aux questions du citoyen moyen. Sans enclencher une triste reprise du lynchage et de la justice expéditive, la société signifiait ainsi au coupable que c'est elle qu'il avait agressée et que c'était donc à elle qu'il devait réparation.

Contraste dangereux

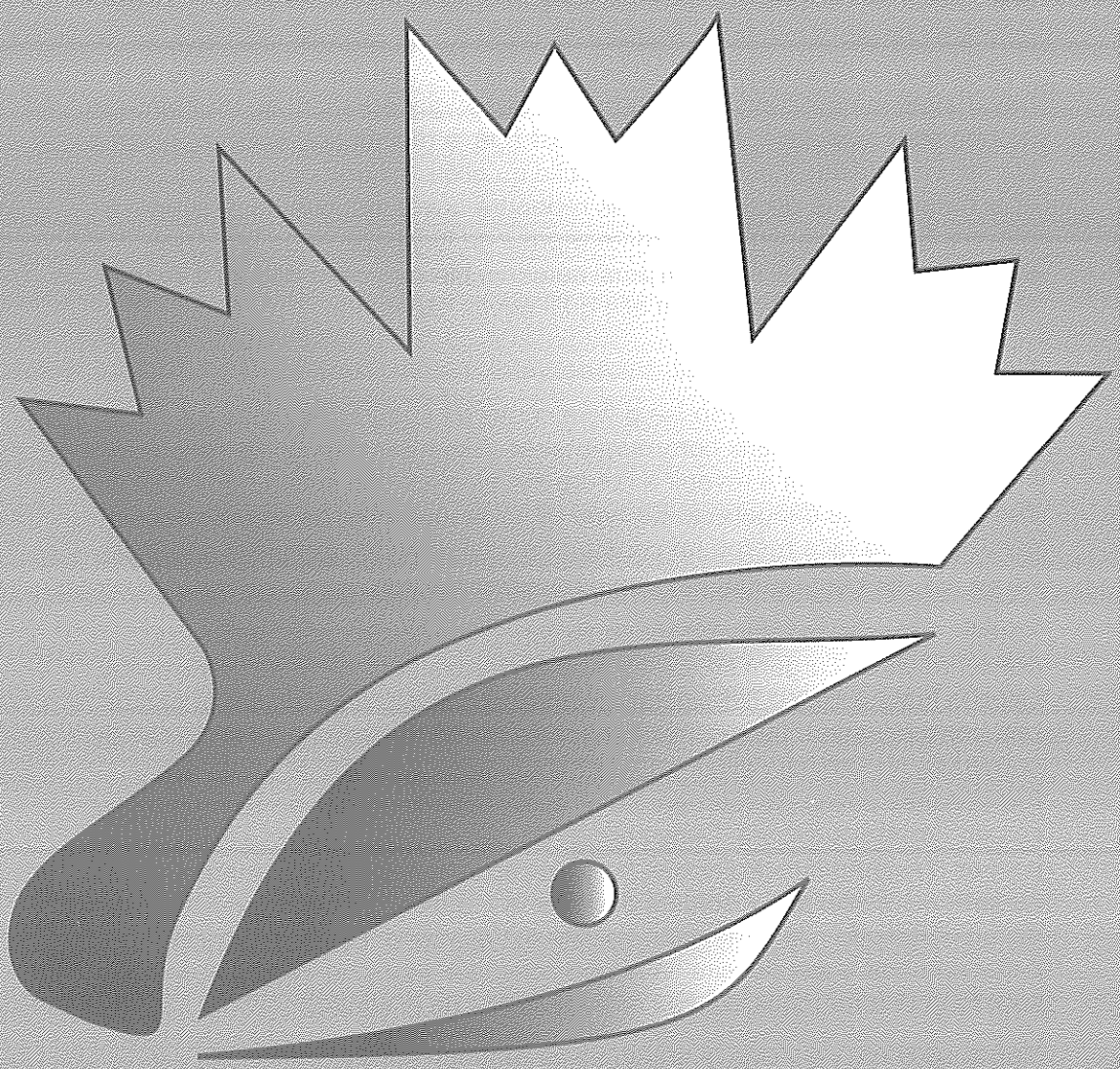
La prison confiée à l'entreprise privée contredit l'heureuse tendance qu'expriment les travaux communautaires. Elle n'est plus un geste social invitant le délinquant à revenir à l'ordre social, mais une sèche neutralisation de l'individu jugé dangereux. Ce type de détention, myope et sans espoir, constitue à sa face même un constat d'échec définitif : jamais le coupable ne se donnera ou n'obtiendra une deuxième chance.

Pareille conception de la détention se rattache à toutes ces formes de conscription où l'argent se substitue aux devoirs sociaux et au patriotisme. Dans la France du XIX^{ème} siècle, un individu pouvait, à condition de verser une compensation, faire porter l'uniforme par un quelconque manant et se soustraire au service militaire. Dans l'actuelle occupation de l'Irak, des mercenaires payés grassement remplacent les soldats qui ne se présentent pas en nombre suffisant. Dans chacun de ces cas, qu'il s'agisse des prisons privées d'aujourd'hui, de l'armée française acceptant l'argent comme substitut au patriotisme ou des « soldats de fortune » qui compensent pour les ratés de la conscription, la dimension sociale est évacuée. Le conscrit riche échappait hier à ses devoirs, la prison conçue aujourd'hui comme un PPP substitue des mercenaires aux représentants de la société.

Non seulement cela vide la prison de sa fonction sociale, mais cela est incohérent : la prison privée escamote le message social que les travaux communautaires s'efforcent de livrer.

The 30th Canadian Congress on Criminal Justice

Calgary, Alberta
October 26-29, 2005



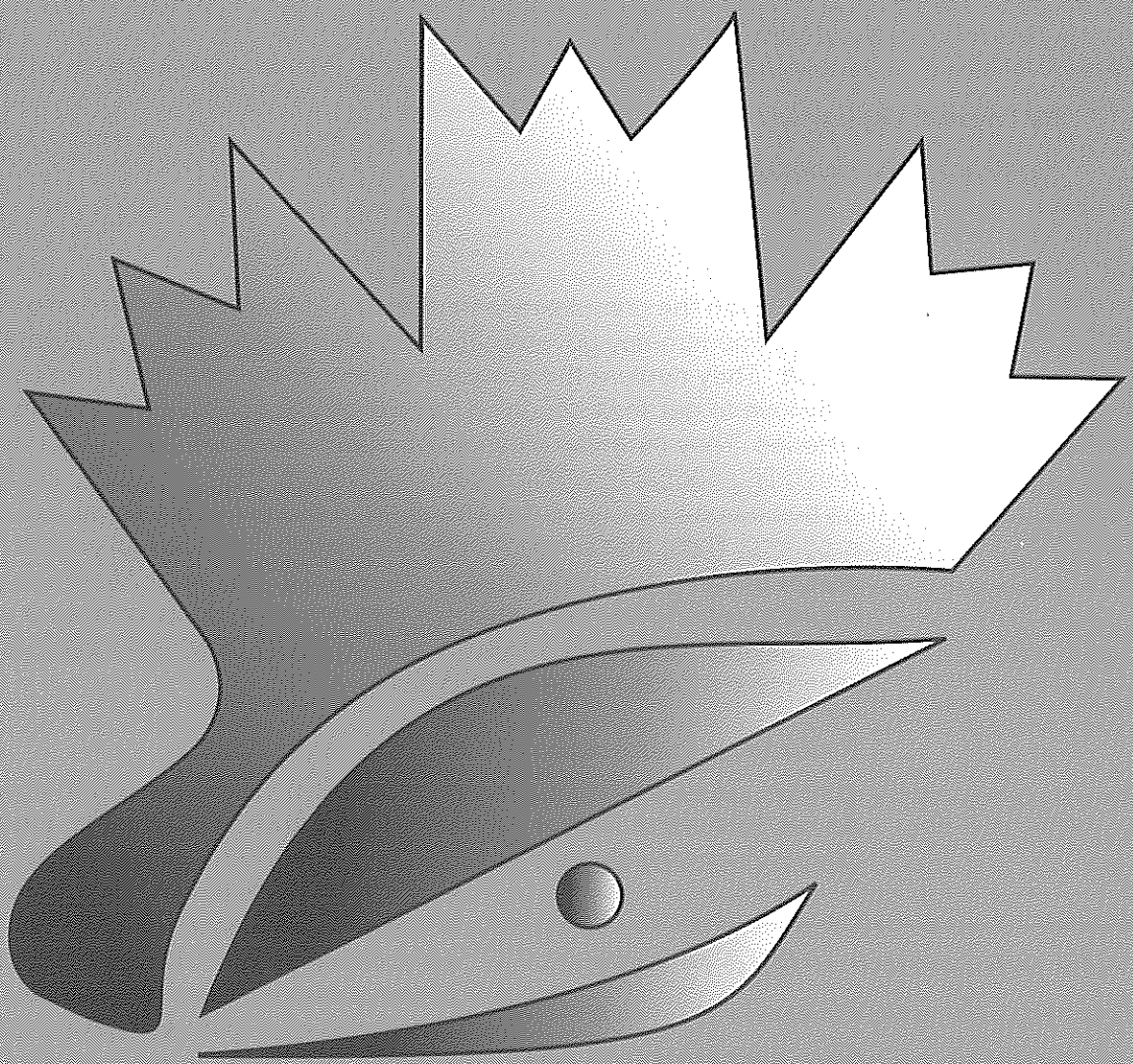
Viewpoint 2005

Is the future ours to see?

Canadian Criminal Justice Association
Alberta Criminal Justice Association

Le 30e Congrès canadien de justice pénale

Calgary, Alberta
Du 26 au 29 octobre 2005



Vision 2005

que nous réserve l'avenir?

L'Association canadienne de justice pénale
Alberta Criminal Justice Association

Privatized Prisons and Community Service Orders

By Laurent Laplante

Freelance Commentator

Given the complexity and diversity of the tasks to be performed, modern-day governments are often confronted with contradictions. They deplore the growing number of compulsive gamblers, yet they love to get their hands on the millions of dollars generated by state lotteries. They hate that alcoholism-related costs are so high and keep reminding people that "Moderation is always in good taste", yet they have no hesitation in raking in the profits generated through the sale of alcohol products. Thus, one should not be surprised if the criminal justice system is drawn to conflicting philosophies; there are precedents. However, one might question how the justice system can be supportive of both private prisons and community service orders. Indeed, there is no evidence that these two approaches are compatible.

Profit vs. Rehabilitation

In most cases, the arguments put forward in support of prison privatization do not hold water. That is the case in the province of Quebec; though its government may sing the praises of privately managed prisons as a good example of public/private partnerships (PPP), it has yet to convince the public of the advantages of that formula. Its description of this project is still so hazy that its reasoning keeps changing from speech to speech; the government seems prone to avoid discussing its thinking or sharing it in part only. Of course, it promises that cost reductions will ensue, but everything leads to the conclusion that what is most appealing to the government is the notion of a system that would not be subject to unionization. The situation is just as unclear if one sets aside the issue of salaries pertaining to security services and looks at other budgetary line items. There is no evidence that costs can be reduced without lowering standards pertaining to food services or without cutting down on the number of staff members who are not directly involved in security services.

Would privatization lead to over-emphasizing the importance of security to the detriment of other services? In the end, would privatization mean that we no longer believe in rehabilitation?

Consequently, questions arise: Would privatization lead to over-emphasizing the importance of security to the detriment of other services? In the end, would privatization mean that we no longer believe in rehabilitation?

These questions are unavoidable. It is easy to differentiate the prisons of yesteryear from modern-day institutions that make us proud: briefly stated, the former simply removed offenders from society for the duration of their sentence, while the latter are expected to assist inmates in regaining control of their lives. Prisons that focus on rehabilitation and reintegration are clearly more civilized and more humane; they invest in specialized staff, in correspondence or Internet courses, in stimulating leisure activities, etc. As soon as private firms adopt a new focus that emphasizes profits, the "differences" in which our pride is rooted will be jeopardized in the worst way.

Indeed, governments cannot be all things to all people. If privately built and managed prisons are expected to be less costly than those managed by the state, it is inevitable that certain budgetary lines items will be cut back. Which ones? Certainly not food services for, as anyone who has ever paid attention to the rumblings from a prison will know, managers who try to cut back on food services are in for a rough ride. Security? Yes, savings are certainly possible with regard to security, but only if real live guards are replaced by some form of electronic surveillance. However, that would mean opting for perimeter security as opposed to more direct and personal forms of control. Cameras and guard towers do not join unions, do not claim overtime pay, and can contribute to making the perimeter practically escape-proof. In doing so, escapes could be prevented – which can allay public opinion and shield politicians from embarrassing questions –, but all inmates would no longer have access to the "security with a human face" to which they are entitled. Ultimately, perimeter security is akin to a non-aggression pact concluded between prison administrators and the most powerful gangs operating inside the walls: there are no escapes, but life inside is controlled by inmates.

Any other cost reduction would necessarily impact on services of a psychological, cultural, or educational nature. The application of the PPP approach to prisons would mean committing to one of two alternatives: either adopting a zero-profit approach or cutting back on services that are necessary for rehabilitation purposes. Indeed, eliminating psychological or guidance services would lead to financial savings, but this would also weaken or eliminate all efforts focusing on rehabilitation.

What About the Notion of Paying One's Debt to Society?

This is not the only damage that would result from implementing the PPP approach to prisons: The quality and value of the anticipated savings that would result from resorting to the private sector remain doubtful, but further, in doing so, an essential process would be lost, the process by which offenders are confronted to the harm done by them to society. Indeed, in spite of somewhat archaic wording, the principle according to which offenders must pay their debt to society still deserves respect, and always will. Handing over the management of a prison to the private sector would mean relinquishing the notion of having offenders reconcile with their conscience and with society. Granted, all offenders do not take advantage of their time in prison to undertake heartrending self-examination or to convert to St. Paul, but it would be a serious mistake to reduce prisons to cold-storage spaces where offenders are simply expected to "do their time" until they go back to their old ways. Even if a large number of offenders went through months and years of incarceration without ever engaging in self-examination, it remains essential that each offender be confronted to institutions and staff who represent and embody society: society being the injured party, they must therefore make amends to society. There is a marked difference between marching to the orders of a mercenary serving a neo-liberal organization and having to face society.

Community service orders provide evidence that society does not support the propensity to exempt offenders from repaying their debt to society. Sadly, many still perceive these service orders as too lenient a sentence; however, our courts are right in making increased use of such measures. Indeed, crime is not only an infringement of citizens' rights, it is also a challenge to social order. Whether in the case of juvenile prostitution or breaking and entering, bullying or car theft, offenders have deprived their fellow citizens of the feeling of safety to which they are entitled. Community service orders require offenders to repair the harm they have caused

by performing services that benefit the community – the injured party –, and they do so much more clearly than a prison sentence. Often, as in the case of key figures sentenced for their involvement in a juvenile prostitution ring operating in Quebec, community service orders have considerable value in that they force offenders to remain in contact with the public and to deal with questions put to them spontaneously by sensible people. As a result, offenders who might otherwise blame the justice system, as embodied by the courts and judges, must now respond to questions arising from average citizens. In this way, society was able to make clear to the offenders that the community had been harmed and that, as the injured party, the community should reap the benefits of any efforts intended to repair the harm done, and this was possible thanks to community services orders and without resorting back to lynching or other expedited justice practices.

A Dangerous Contrast

Privatized prisons amount to a direct contradiction of the positive trend embodied by community service orders. Such prisons no longer represent an invitation to offenders to return to a lifestyle that shows respect for social order; they are but a cold means of incapacitating individuals who are deemed dangerous. This type of incarceration is myopic and devoid of hope, and constitutes a prima facie admission of failure as offenders will never give themselves a second chance nor obtain one.

Subscribing to such a notion of incarceration is akin to the various forms of conscription that allowed for people to buy their way out of performing their societal and patriotic duties. In 19th-century France, any person who was willing to pay the price could have some nobody wear a uniform in his place, thereby avoiding military service. In the context of the current occupation of Iraq, highly paid mercenaries are called upon to fill in for regular soldiers whose numbers are insufficient. In each of those cases, be it modern-day privatized prisons, the French army accepting money as an alternative to patriotism, or soldiers of fortune who make up for the shortcomings of the draft process, social considerations have been cast aside. In times gone by, well-to-do draftees could elude their responsibilities; nowadays, prisons that are looked upon as public/private partnerships call on mercenaries to replace society's representatives. Not only does this process do away with any social function that might be performed by prisons, it also lacks coherence: private prisons conjure away the society-focused message that community service orders are attempting to impart.

La privatisation des prisons... un enjeu majeur au plan éthique pour la communauté

Par Ruth Gagnon

Directrice générale
Société Elizabeth Fry du Québec

L'annonce faite par le gouvernement Charest l'automne dernier de construire une nouvelle prison en Montérégie dans le cadre d'un partenariat public/privé a jeté les milieux criminologique, juridique et communautaire dans la plus grande consternation.

Dès la parution de cette annonce, l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ, fondée en 1962 et qui regroupe plus de cinquante organismes oeuvrant auprès des personnes judiciarisées au Québec) a mandaté un comité d'experts provenant des milieux : universitaire, correctionnel, juridique et communautaire afin d'étudier les enjeux inhérents à la construction et à la gestion d'un centre de détention par l'entreprise privée à but lucratif. Le comité s'est aussi positionné sur la pertinence de construire un nouveau centre de détention pour le Québec.

Qu'est-ce qui peut motiver un gouvernement dans un contexte de restrictions budgétaires à investir cent millions dans la construction d'un centre de détention ?

Selon leur analyse, il en ressort que le gouvernement n'a pas fait la démonstration d'un réel besoin d'un ajout de 500 à 700 cellules à son parc immobilier. Ce dernier prétend que le phénomène de la surpopulation carcérale ainsi que le remplacement de certaines prisons considérées comme désuètes et vétustes demandent une nouvelle construction.

Le comité reconnaît que les centres de détention de Sorel et de Valleyfield doivent être rénovés cependant, ces établissements ont une capacité correctionnelle de cent cellules. Alors, pourquoi construire une prison de plus de 500 cellules ?

Qu'est-ce qui peut motiver un gouvernement dans un contexte de restrictions budgétaires à investir cent millions dans la construction d'un centre de détention ? Quant au même moment, nous assistons à une baisse du taux de criminalité, une diminution d'environ 11 % des admissions dans les prisons provinciales tout en sachant que les instances gouvernementales pourraient disposer d'une solution beaucoup moins coûteuse en consultant leur vis-à-vis fédéral. Il est tout à fait possible pour le gouvernement du Québec de réaliser une entente afin d'utiliser les cellules disponibles du réseau correctionnel fédéral puisque les pénitenciers connaissent eux aussi une baisse de 10 % de leurs admissions. Par ailleurs, ce type d'entente fédérale/provinciale existe déjà au Nouveau-Brunswick.[1]

La privatisation... une économie pour les contribuables ?

Les tenants de la privatisation font valoir que le secteur privé à but lucratif est une solution peu coûteuse et plus efficace donc plus rentable pour les contribuables. Notamment, elle permettrait aux collectivités qui accueillent ces établissements de bénéficier des retombées économiques de ce type d'entreprise.

Les prisons privées profitent-elles réellement aux collectivités ?

Le bilan des expériences nationales et internationales révèle que très peu de localités ont profité des retombées économiques d'une prison gérée par le secteur privé. Dans les faits, seules les grandes entreprises spécialisées dans la sécurité privée vont profiter de ce nouveau marché.

De plus, les expériences de privatisation ont entraîné des conséquences importantes aux plans économiques et sociaux pour les états qui ont adhéré à ces politiques néolibérales. Citons entre autres : la faiblesse des salaires du personnel et la médiocrité de leurs conditions de travail; la diminution du nombre d'emplois; des programmes inadéquats pour les détenus; un modèle architectural construit en fonction de la surveillance électronique au détriment d'un suivi personnalisé avec la personne incarcérée, le paiement d'honoraires pour des consultants aux dépens des services rendus à la population carcérale.[2]

Conséquemment, nous sommes en droit de nous poser la question : Est-il moralement acceptable de permettre à une entreprise privée de faire des profits avec des fonds publics et d'ainsi assujettir les personnes détenues aux impératifs d'une politique de marché donc la raison d'être est la rentabilité ?

Les expériences internationales de privatisation ainsi que celles plus récentes de l'Ontario nous incitent à la prudence et à la réflexion.

Des questions sans réponses

«Le droit de priver quelqu'un de sa liberté est sacré dans notre démocratie. L'État seul a ce pouvoir et, en conséquence, il devrait rester seul responsable pour l'incarcération.» Dave Levac [3]

Avec la privatisation, l'emprisonnement des individus est assujetti à une notion d'objet de rentabilité plutôt qu'à la notion de responsabilité collective.

La société peut-elle se tenir à l'écart du processus de réhabilitation et confier à des entreprises dont les impératifs sont de faire des bénéfices, la mission de promouvoir l'intégration sociale des personnes contrevenantes ? Dans quelle mesure ces corporations où prédomine la notion de profit pourront-elles assurer leurs obligations envers les personnes confiées à leur garde ?

Nos collectivités seront-elles plus sécuritaires lorsque l'état aura transféré ses responsabilités à des agences privées qui auront comme mandat de surveiller la population carcérale ? Sauront-elles leur procurer des conditions de détention humaine et les préparer à retourner en société ?

Quelles seront leurs approches par rapport à des notions telles que la réadaptation, la réinsertion sociale, le droit à l'information, les droits des personnes incarcérées, la transparence ?

Quelles seront leurs politiques concernant les soins de santé, les mesures disciplinaires, l'accessibilité à la libération conditionnelle, l'implication du réseau communautaire ?

Sauront-elles résister aux impératifs commerciaux de ne voir en la personne incarcérée qu'un objet de rentabilité. Et si oui, de quelle façon cela se manifestera-t-il ? Au détriment de leur maintien en prison; de piètres conditions de détention; d'une absence de services et de programmes ou de l'augmentation de la violence en raison d'un personnel mal formé et mal préparé ?

Le projet actuel du gouvernement Charest de construire une nouvelle prison et de la confier au secteur privé va à l'encontre de la politique correctionnelle gouvernementale des 30 dernières années où la réhabilitation et la réinsertion sociale des personnes contrevenantes était au cœur de ses préoccupations.

Ces changements à venir dans les politiques gouvernementales sont d'une extrême importance et nécessitent d'être soumis à un débat public et d'ici là un moratoire s'impose.

Référence :

1 ASRSQ 2004, document d'analyse sur *La privatisation des prisons,* recherche de Juliette Jarvis.

2 *La privatisation des prisons,* Stephen Nathan, chercheur, journaliste et responsable du bulletin d'information *Prison Privatisation Report International,* publié par le Public Services International Research Unit de l'Université de Greenwich, Londres.

3 Citation de Dave Levac, critique libéral ontarien en matière de services correctionnels, dans *Quand le crime paie... le geôlier.*

Prisons privées : quelques réflexions

Par Marion Vacheret

Professeure, École de criminologie
Université de Montréal

La pénalité contemporaine est marquée aujourd'hui par des discours sécuritaires, centrés sur la mise en œuvre d'une gestion rationnelle des risques et des ressources du système pénal. Au cœur de cette rationalité, se trouve la prison. Critiquée, contestée, remise en cause tant dans son mode de fonctionnement que dans les finalités, cette sanction conserve toutefois encore aujourd'hui toute sa force, que ce soit dans l'imaginaire public, que dans l'usage qui en est fait.

Dans la mise en œuvre de cette forme de pénalité, notamment au cours des années 1980, où nous avons assisté à une augmentation sans limite de la population prise en charge par le système pénal et plus particulièrement celle incarcérée, certains pays ont choisi de recourir à des entreprises privées pour répondre à leurs besoins.

Le droit et le pouvoir de punir font partie intrinsèquement du rôle et de la responsabilité de l'État.

Le recours au privé, pour la construction, mais également pour la fourniture de services voire pour la gestion complète des établissements carcéraux, est généralement justifié pour des raisons de réduction des coûts, de rapidité dans la construction, – « prisons clefs en mains » –, ainsi que d'un meilleur rapport coûts/bénéfices notamment en matière de flexibilité – voire de qualité – dans la fourniture des services donnés.

Ce choix, à l'heure où certains gouvernements provinciaux du Canada envisagent de le faire, appelle une réflexion approfondie sur les enjeux d'une telle démarche. En effet, l'immixtion du privé dans l'administration de la sentence et plus particulièrement dans l'exécution de la peine privative de liberté, ne peut survenir sans qu'un réel débat sur les risques que celle-ci peut engendrer, ait lieu. Les intérêts économiques que les investisseurs retirent d'un tel marché, comme le fait de déléguer à

des chefs d'entreprise un mandat pénal « économiquement rentable » soulèvent de nombreuses interrogations qui méritent d'être débattues.

1. Enjeux éthiques :

Le droit et le pouvoir de punir font partie intrinsèquement du rôle et de la responsabilité de l'État. S'il est possible et admis à l'heure actuelle de déléguer une partie de cette responsabilité dans l'administration d'un certain nombre de services – services alimentaires, sociaux ou organisationnels – la délégation de l'exécution de la peine dans sa totalité reste questionnable. En effet, gérer une peine privative de liberté comprend la mise en place de l'organisation complète quotidienne du déroulement de la vie de personnes que l'on prive de pouvoir, de liberté d'expression et de liberté de déplacement. Dans ce cadre, un règlement précis et minutieux est instauré et des sanctions – qui engendrent des privations supplémentaires et plus particulièrement la privation de la liberté résiduelle dont bénéficie le détenu – sont associées au non respect de celui-ci. Dans ce cadre, par la privatisation, l'État délègue à un organisme privé à but lucratif son droit et son pouvoir de punir.

Contraindre une personne, pour des motifs de non-respect d'un règlement administratif quelconque, à payer une amende ou à purger une partie de sa sentence en isolement 23 heures sur 24, sans participation à des activités quelles qu'elles soient, constituent des sanctions gravement privatives pour la personne détenue et font partie d'un arsenal punitif conséquent. Parallèlement, dans le cadre de l'administration de ce règlement, les membres du personnel sont amenés à poser des gestes de contrôle importants – fouilles à nu, fouilles corporelles, recours à la force, utilisation de gaz lacrymogènes, utilisation de matériel de contrainte, qui entravent largement, en portant atteinte à son intimité, la liberté et l'intégrité physique du détenu.

Ces décisions et actions doivent être faites au nom de l'État, par ses représentants et sous un contrôle étroit afin, autant que faire ce peut, éviter les abus. Au niveau des pénitenciers fédéraux, la loi sur les Services correctionnels et la mise en liberté sous condition prévoit que lorsque de telles mesures sont en jeu dans les pénitenciers on ait recours à un arbitre externe indépendant, généralement un juge administratif. De même, l'Enquêteur correctionnel a pour mandat de surveiller étroitement ces actions. Il est à noter alors que ce contrôle et cette surveillance étroite sont plus beaucoup difficiles non seulement à mettre en place mais également à exercer lorsque l'institution est gérée par un organisme privé.

2. Enjeux pénaux et sociologiques :

Par ailleurs, si la privatisation d'institutions correctionnelles n'est pas un phénomène nouveau – il existait des institutions de détention privées au 17e et 18e siècle-, la résurgence de ce choix à partir des années '80 doit être mis en parallèle avec le développement de politiques criminelles répressives, tournées le « juste dû » et l'adoption de mesures extrêmes telles le « Three strikes and you're out ». L'incarcération elle-même dans ce contexte a pris une forme de plus en plus rétributiviste, favorisant le contrôle et allant parfois de pair avec un travail obligatoire gratuit, la suppression de tout bien matériel pouvant être considéré comme du confort –le café par exemple – et des conditions de détention particulièrement sévères.

« prisons clefs en mains »

Dans ce cadre, la privatisation du champ carcéral implique que des profits vont pouvoir être retirés de cette immixtion. La prison devient une industrie comme une autre, son marché d'action est la criminalité, et le matériau sur lequel elle travaille sont les personnes détenues. Le crime prend alors une dimension inégalée : il devient une ressource naturelle que l'on cherche à exploiter. Les individus perdent leur caractère d'individualité pour devenir des entités pouvant produire des revenus potentiels variables selon le temps de sentence auquel ils sont condamnés. Alors même que les études en sociologie carcérale ont montré que le milieu carcéral, est un lieu de pouvoir lequel des personnes privées de liberté, de biens et service, d'autonomie, de sécurité et de relations hétérosexuelles, sont contraintes de vivre dans une étroite promiscuité, soumises aux observations et aux contrôles constants de membres du personnel, toute la dimension humaine ou sociale de la détention disparaît.

3. Enjeux carcéraux

Enfin, historiquement, la privatisation du secteur correctionnel aux États-Unis, semble montrer que la recherche de profits engendre des risques d'abus, et plus particulièrement des économies sur la qualité de la nourriture, les soins médicaux, les vêtements fournis.

De fait, si la modernité des établissements neufs peut améliorer les conditions matérielles de vie – notamment au plan de l'hygiène-, le type de construction ainsi que la méthode de gestion qui sont établis dans ces institutions ont des impacts directs sur le déroulement de la vie quotidienne dans ces établissements.

Les relations entre personnel et détenus sont au cœur de la détention. Le mandat des membres du personnel de surveillance est, outre d'éviter les évasions, de garantir l'absence de troubles dans les institutions –entre autres les actes de violence ou les suicides-. Or, si la sécurité statique est nécessaire elle ne peut être efficace sans sécurité dynamique, soit sans un travail de prévention de la violence au moyen d'échanges et de présence physique informelle. Dans ce cadre, la formation et l'expérience du personnel intervenant est une clef fondamentale dans le maintien de l'ordre en détention.

Par ailleurs, face à une population carcérale particulièrement vulnérable –les profils de la population détenue montrent des personnes atteintes de troubles mentaux ou présentant des problèmes de toxicomanie, entre autres-, les interventions sociales et cliniques doivent faire partie de la détention, sinon pour prévenir la récidive, au moins pour garantir l'ordre interne et la survie dans ces établissements.

La prison devient une industrie comme une autre, son marché d'action est la criminalité, et le matériau sur lequel elle travaille sont les personnes détenues.

Toutefois, en raison des choix de rentabilité qui y sont reliés, plus souvent qu'autrement la privatisation est associée à des établissements de grande taille favorisant une technologie de surveillance sophistiquée et une architecture de type « panoptique ». Il en résulte une détention dans laquelle le recours aux caméras et à des systèmes technologiques de surveillance électronique sont privilégiés, restreignant d'autant les relations entre membres du personnel et détenus et nécessitant un personnel moins qualifié, notamment au plan social ou humain.

Conclusion

En conclusion, il semble que, plutôt que de rechercher une rentabilité et une efficience dans nos modèles de détention, se pencher sur des questions directement reliées à la ré-intégration sociale des contrevenants serait non seulement une démarche plus pertinente, mais encore, à long terme, nettement plus productrice de sécurité que n'importe quelle institution carcérale.

Will private prisons work in Canada?

By Judy Williams, B. Soc. Sc. University of Ottawa

Ms. Williams is a new volunteer at CCJA and has a special interest in criminal justice issues

The Harris government first introduced Canada to a new phenomenon – its first private prison in November 2001. Its genesis was part of a correctional facility overhaul intended to upgrade or replace aging or too-costly existing institutions with ultra modern, technologically advanced prototypes.

Central North Correctional Centre in Penetanguishene (CNCC) was born, owned by the Ontario government, but operated privately by Management Training Corporation (MTC) Canada. The facility itself emerged as a fully-modernized jail complete with some of the following components:

- housing units called pods which are self contained living quarters equipped with the typical bed, sink, stool, shelf, and toilet, all of which are permanently affixed to prevent removal.
- a 2-way video conferencing room where an inmate faces a monitor which connects him to his lawyer and a judge who are in a courtroom to allow routine procedures to be carried out within a few minutes or hours, as opposed to the prisoner having to be transported to and from the court, thus eliminating risks and transportation costs.
- centralized within each pod is a staff centre where video monitoring down straight lines can be achieved, allowing observation of halls and other areas.
- visitors pass through an electronic detector to scan for illicit metal materials, as well, carried-in items are scanned using an x-ray machine.
- the pods also contain exercise areas, program and visiting rooms (the latter has a no-contact provision). Contact areas are available in a more secured section of the pod, and are only available on an earned basis (as detailed in the Government of Ontario web site).[1]

Rob Sampson, Correctional Services Minister at the time, stipulated that tough standards have been established not only for the new private prison, but for all new prisons in Ontario, and that because public security is top of their agenda, meeting those standards is paramount. MTC is willing and able to perform or even outperform in order to provide us with the calibre of results we are demanding.[2]

The government's proposal and implementation of the new prison sounds unique, cost-effective, security minded, time-saving, and overall like an excellent plan. So what's the problem?

An inmate murder was one problem cited by a prisoners and prison justice activist group (PRISONJUSTICE.CA) as reported in the Toronto Star. It occurred at CNCC May 6, 2004 and is the institution's first killing since opening in November 2001.[3] Although the incident is obviously tragic and disappointing, prison deaths are hardly exclusive to this new prison. In the Ministry of Community Safety and Correctional Services web site, I read about coroner-ordered inquests into the deaths of 4 prisoners who were in public institutions in the years 2003-2004:

1. Inmate died July 15, 2004 in hospital. Incarcerated at the Sudbury jail.
2. Inmate died Dec. 9, 2003 while at Millhaven Institution in Bath.
3. Inmate died July 18, 2004 at Halton Healthcare Services. Incarcerated at Maplehurst Correctional Complex in Milton.
4. Inmate died Aug. 9, 2004 at McMaster Medical Centre. Incarcerated at Maplehurst Correctional Complex in Milton.

There were also others reported earlier this year.[4]

A union cites other problems regarding CNCC. In a confidential report written by CNCC's deputy of operations to its superintendent, which the national union of public and general employees managed to acquire, concerns of a serious nature are spelled out:

- staffing shortages
- inadequate prisoner supervision both inside and outside the facility
- improperly-conducted searches
- shift scheduling irregularities, and
- routine failures in complying with the contract MTC signed with the Ontario Government which promised strict standards.

Also mentioned is the fact that a <u>few</u> prisoners have died at CNCC, contradicting the 1 death noted above by PRISONJUSTICE.CA.[5] Whose report is correct?

These comments are difficult to dismiss. One has to wonder if the operator has brought these concerns to the Ontario government's attention voluntarily; if they are attempting to correct the problems on their own; if they are just allowing them to continue without correction; or if the union has taken the memo to the government for comment and action.

In an article entitled "Making Crime Pay", author Patti Ryan mentions another opponent to CNCC – a U.K. prison privatization researcher, Stephen Nathan, who has studied the subject for 2 decades and he asserts that they are an

egregious idea. Just after Central North opened, he visited the facility and remarked at how little cross-country debate had been undertaken prior to its inception, plus he thought the government hadn't given proper consideration to the question of whether or not prison privatization even works. He believes that prison privatization world-wide is only being considered because of industry's heavy marketing and promoting tactics.[6]

Ryan continues saying that a way to sort through the evidence on private prisons success rates would be to refer to comparative studies. Unfortunately, the studies are problematic in that they tend to oppose each other when looking at such things as breakouts, internal prison strife, and relapses into crime. She cites a study performed by a U.S. prison management firm (Cornell Companies Inc.) who found that private prisons had 16 times less breakouts than public prisons. But a study that came out of George Washington University showed 30% more breakouts occurred at private prisons.[7] Who should one believe?

David E. Pozen writes about similar comparative study problems in the Journal of Law & Politics. He states that since private prisons are now settled in the U.S. and U.K., the new questions should be on how best to manage them – are they cost-effective? efficient? Legislators now need to evaluate private prisons' insufficiencies and victories. He discovered that although a profusion of discourse had been written on prison privatization, only a paucity of relative studies could be found.[8]

Pozen states that even though initially both the U.S. and U.K., through the mid-80s and early 90s, inspired arguments in the form of congressional hearings and scholarly debate on the philosophical, fiscal, and juridical implications of prison privatization, ultimately the furor died down and, although there will always be critics, the augmentation of private prisons in both countries has continued to the point that they are now the status quo within their correctional communities.[9]

I agree that relative examinations of private prisons is needed. Unequivocally, they have become part of the U.S. and U.K.'s respective correctional landscapes and, after performing some comparative studies on their overall performances, their focus should be on ameliorating any deficiencies, or exploiting any advantages so they can function to their optimal capabilities.

In spite of the lack of comparative studies, Pozen reaches the conclusion in his paper's Abstract that, allowing for the fact that the end results are unascertainable, because of the tough models of regulation set out in the contracts the U.K. uses, their private prisons have so far produced above-average results.[10] If the Ontario Government is, or can be made, aware of this, they should be optimistic about their decision to have taken the step of privatizing an Ontario prison.

The Ontario Government will be able to test its decision because in August 2002, they opened a second state-of-the-art prison – Central East Correctional Centre – in the City of Kawartha Lakes (formerly Lindsay). As mentioned earlier, CNCC is privately operated, but the difference with Central East is that it is publicly operated. The same strict policies and procedures have been applied to both prisons. The test, therefore, will be a comparison study to determine how cost effectiveness and inmate recidivism vary, and it will take place in 2006 when MTC's contract with the Ontario Government ends.[11]

It will be interesting to see what the study's results turn out to be. If it turns out that the private prison can be operated for less cost and the same efficiency as the public one, perhaps the public might support them to some extent. At the moment, however, a private prison is not something the public is warmly embracing.

---

1 http://www.mpss.jus.gov.on.ca/english/corr_serv/mod_system/new_design.html

2 http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOE/2001/05/05/c1639.html?lmatch=&lang=_e.html

3 http://www.prisonjustice.ca/starkravenarticles/sr100504_1.html

4 http://ogov.newswire.ca/getorg_e.html?okey=85545

5 http://www.nupge.ca/news_2004/n02se04a.htm

6 http://www.cba.org/cba/national/cover2001/oct01.asp (p.2)

7 http://www.cba.org/cba/national/cover2001/oct01.asp (p.3)

8 http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=502962 (p. 256)

9 Pozen, p. 254.

10 http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=502962

11 http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOE/2002/08/28/c6447.html?lmatch=&lang=_e.html

Justice for the Victims – A New Direction for Privatization

By James Loewen

Restorative Justice Coordinator
MCC Canada

The convincing and consistent failure of the Canadian Justice System (CJS) to provide its claimed service invites a search for alternatives in the hope that something will change for the better. Unfortunately the conversation to this point has been towards for-profit privatization focused on prison/offender issues. With the rise in concern for victims, we are at a point in our history where Canada can make some profound and important changes if we have the vision and courage. Why not privatize with non-profit organisations on the basis of victims' needs?

Prison companies claim that they can do corrections for 15-20% less than the government can.

One need look no further than our next-door neighbour to discover why focussing on the for-profit privatization of prisons is a bad idea. An oft-claimed benefit of privatization is cost savings. Prison companies claim that they can do corrections for 15-20% less than the government can. Years after governments swallowed this bait, hook, line and sinker, repeated studies have shown that it is essentially impossible to show that private prisons are any less expensive for housing criminals than public ones. In some cases they are more expensive.

A 1998 report of the US Attorney General found that private prison companies attempt to increase profits by cutting on basic costs. The result is that private prison employees are more poorly-paid, trained, and equipped than their public counterparts. The report shows that private prisons fail to maintain their agreed staffing levels, security systems and physical plants. It also shows that there are more riots, violent incidents (staff on inmate, inmate on inmate) and escapes from private prisons than public ones. As the prison companies cannot budget for or insure against a riot, these liabilities are carried by the government and get passed on to taxpayers.

Another claimed benefit of private prisons is that they will add to the tax base of the municipality in which they are placed. History has shown that these prison companies are not committed to paying taxes and have routinely tried to reduce or eliminate their need to pay tax.

One could speculate that privatization would be more successful in Canada because we could learn from the mistakes made by our neighbours. Perhaps, though it is revealing that the only private prison in Ontario is run by an American prison company, the Management & Training Corporation (MTC). A leaked and revealing memo from an MTC Executive noted that "we are in a situation where on a regular basis we are not in compliance with the contract." (Prison Policy Research Institute #64,). Further troubles included a riot in 2002 which was quelled by the OPP, widespread complaints of poor working conditions which led to the unionisation of the correctional officers, and prisoner complaints of poor medical treatment.

Given the experience with MTC in Ontario, it is likely that the same problems plaguing the private prisons of America will also occur here in Canada. Are there other secure, low-cost alternatives?

One could speculate that privatization would be more successful in Canada because we could learn from the mistakes made by our neighbours.

One notable example of how we can privatize corrections is a not-for-profit program called Circles of Support and Accountability (CoSA). For a mere $10,000 per year, an offender with a high risk to re-offend can be safely welcomed into a community by a CoSA. A circle is made up of 5-7 people who are trained to support and keep accountable the 'core' member (the offender). This program has proved itself highly effective at protecting community safety and at bringing about the lasting change in behaviour that those with offending pasts need. If we were to invest the average $65,000 per year that it costs to incarcerate a convicted criminal into community-based non-profit Restorative Justice Programs, the experience of justice in this country would significantly change for the better.

Further, privatization should not be focused solely on improving our services to offenders and reducing those costs. We ought to take seriously those whom the CJS should be focused on in the first place. Right now, the satisfaction rate of the legitimate 'customers' of Justice indicate that they are profoundly unhappy with the 'service' they are receiving (note the outcry around the Air India Bombing Verdict). In fact, it is only recently that Victims have been recognised at all by the CJS, and then in an inadequate and haphazard way. It is not uncommon for a victim to experience re-victimization at the hands of the very system designed to give justice to Canadians.

If a victim refuses to report a crime, or if an offender cannot be found or proven guilty, then the victim has few resources to seek healing or justice. This is one of the true failures of our CJS. If the government were to empower its communities by privatising (contracting out) justice to not-for-profit community organisations, it would need to do so in a way that was far more victim-focused than offender-focused.

This would necessitate the reduction in the use of prisons due to the fact that an offender in jail is reducing the resources available to meet the needs of victims. Offenders in the community can have jobs, access programs, pay restitution and at the same time experience sanction for their behaviour through house arrest and other measures. In most cases, safety in the community can be managed effectively with a small supportive group for a much-reduced cost.

Nature abhors a vacuum, so there are victim-focused responses in existence. Private security firms have sprung up to respond to the failures of the police to serve and protect. Companies and individuals choose not to report crimes and turn to other processes instead to manage the crime in a more efficient and meaningful way. Private investigators are contracted; vigilantes quietly go about their work.

On the positive side of the ledger, not-for-profit Restorative Justice and Alternative programs receive cases from the CJS and process them for a fee. Recently, a program called Victims' Companions has begun to respond directly to victims' needs, allowing the victims to guide what they need and then helping facilitate those directions.

In order to begin to respond to the noteworthy failures of our Criminal Justice System, we as a country we need to seriously consider what kind of justice we want. Do we want to carry on and tinker with a state-focused system that has resisted improvement for hundreds of years, or do we want to aspire to a justice that serves victims first, as well as communities and offenders? Privatization, or better yet, devolving justice to our communities, is inevitable. Let's do it right and not pour more money into the failed experiment of 'corrections'.

Crime Prevention, Offender Reintegration and Compatibility: Two Journeys – One Conclusion

By Ben A. Andersen

Chief Constable, Oak Bay Police Department, British Columbia and Co-Chair, Canadian Association of Chiefs of Police (CACP), Crime Prevention Committee

and

R.E. Bob Brown

Correctional Service of Canada (CSC), Pacific Region

Along the journey we commonly forget its goal. Almost every vocation is chosen and entered upon as a means to a purpose but is ultimately continued as a final purpose in itself. Forgetting our objectives is the most frequent stupidity in which we indulge ourselves.

Friedrich Nietzsche, 19th century German philosopher

This article represents two distinct journeys incorporating approximately sixty-five years of exposure to the criminal justice system in Canada. One author's criminal justice career commenced as a police officer with the London Police Department in Ontario. This was followed by twenty-seven years with the RCMP and almost ten years as the Chief Constable of the Oak Bay Police Department, in British Columbia. The second author's career commenced as a correctional officer at the Ottawa Carlton Detention Centre followed by close to twenty-eight years holding various positions, primarily in community corrections in British Columbia, with CSC.

One author matured through his journey challenged by the RCMP motto Maintiens le Droit or Maintain the Right and he is now intricately involved with the Mission Statement of the Oak Bay Police Department. The Mission

reads "The members of the Oak Bay Police Department are committed to the promotion of partnerships with the community, leading to sharing in the delivery of police services."

The second author's journey through the system was challenged and highlighted by his presence as one of CSC's senior managers at the conference held in November 1988 that adopted the Service's Mission. The Mission reads "The Correctional Service of Canada, as part of the criminal justice system and respecting the rule of law, contributes to the protection of society by actively encouraging and assisting offenders to become law-abiding citizens, while exercising reasonable, safe, secure and humane control."

Two journeys, two different career paths, two different lenses to the criminal justice system, one via policing and the one via corrections. From these two vantage points the following question is posed. How does crime prevention factor into the respective policing and corrections' mandates and the criminal justice equation? One author's view has been enhanced via his role as the Co-Chair of the CACP Crime Prevention Committee. The second author's lens to this issue has been significantly influenced via his active involvement with international associations such as the International Prisons and Corrections Association and the American Parole and Probation Association.

It is assumed that the reader is comfortable with a working definition of offender reintegration. The relationship between reintegration and crime prevention and the role of the criminal justice system in the crime prevention domain would however benefit from further exploration. According to Sir Robert Peel, the father of modern policing, "the basic mission for which the police exist is to prevent crime and disorder". [1] This, the first of nine policing principles, is proudly displayed on the New Westminster Police Department Services' website highlighting the principles as "the foundation which policing and Community Policing, today, are based."

The Australian Institute of Criminology publication entitled *Approaches to understanding crime prevention* [2] defines tertiary crime prevention as that which "focuses on the operation of the criminal justice system and deals with offending after it has happened. The primary focus is on the lives of known offenders in an attempt to prevent them re-offending."

Upon review of the CACP June 2003 document entitled, *Towards a Crime Prevention Coalition: The Police Role in Crime Prevention Through Social Development* a working, point form definition for a tertiary crime prevention typology is found. It is defined as "situational, based on use of judicial system, victim services, after the event, to prevent recurrence".[3] In the same presentation a blended approach to crime prevention is advocated "conventional methods of crime control are being complemented/blended with more innovative and proactive approaches that address root causes". Focus is placed on primary prevention as "the area with greatest potential to effect sustainable change." The primary prevention typology is defined, again in point form as "social development, addressing the individual, family, community factors underlying crime."

Shortly before the completion of the CACP June 2003 document CSC's Commissioner, Lucie McClung made a presentation to the Committee on Community Safety and Crime Prevention. This occurred on May 30, 2003 at the Federation of Canadian Municipalities 66th Annual General Meeting held in Winnipeg, Manitoba. Ms. McClung, with reference to CSC remarked that "we know that most offenders are serving sentences of a fixed length and will eventually come back into our communities, among us. Our mandate is to find ways to reduce the potential for re-offending." [4]

On June 03, 2003 four days following Commissioner McClung's presentation, the Australian Institute of Criminology posted "Crime reduction or crime prevention: Is there a difference?" in their publication entitled *AICrime Reduction Matters*. It highlighted that "Crime reduction and crime prevention are essentially the same things – combinations of actions designed to eliminate and/or minimize the occurrence of crime and the harm associated with it. There is no empirical basis for the use of one term over the other". [5]

In April 1999 in England the Home Office launched their Crime Reduction initiative. One of the five "broad themes" of their programme was "working with offenders to ensure that they do not re-offend." [6]

Returning back to the May, June period of 2003, it is evident that crime prevention was also very active internationally. In Ireland in May 2003 the following document was published, *A Crime Prevention Strategy for Ireland: Tracking the Concerns of Local*

Communities. The following two key points were included in the working definition of crime prevention: "1) reducing recidivism through the re-integration of young and adult offenders into the community in a planned and supportive way, involving training and education, skills development and personal support; and 2) providing appropriate interventions through an interagency/partnership approach where knowledge, expertise and best practice are shared to the maximum". [7]

The significance of the year 2003 is also evident upon review of the fall proceedings of the Council of Europe Committee of Ministers to member states on conditional release (parole). The preamble to a series of recommendations adopted by the Committee of Ministers on September 24, 2003 at the 853rd meeting of the Ministers' Deputies is clear and to the point. They recognized "that conditional release is one of the most effective and constructive means of preventing reoffending and promoting resettlement, providing the prisoner with planned, assisted and supervised reintegration into the community."[8]

The approaches and processes highlighted above establish a contemporary, international perspective in relation to tertiary prevention and crime reduction. However from an historical, international perspective tertiary prevention appears not to have been embraced, almost to the point of being excluded from review and discussion. Concerning John Graham's 1990 text entitled *Crime prevention strategies in Europe and North America*, Daniel Gilling highlights the exclusion of tertiary prevention from John Graham's 1990 crime prevention guide. "While Graham (1990) recognizes that the criminal justice system does have a crime prevention role, principally in terms of tertiary prevention, he nevertheless elects to exclude tertiary prevention, and thus the main business of the criminal justice system from his definitive crime prevention guide." [9]

Given the fact that tertiary prevention was not included in what has been referred to as a "definitive crime prevention guide" heightens the significance of the fall 2004 deliberations on the National Crime Prevention Strategy (NCPS) sponsored by Public Safety and Emergency Preparedness Canada. These deliberations addressed this very issue and are highlighted in the *Summary of Consultations on The National Crime Prevention Strategy – Future Directions*. "Although there was a consensus amongst the federal representatives that the Strategy's focus should continue to be on crime prevention through social development (CPSD), it was suggested that the NCPS should broaden its mandate to include other measures of crime prevention (secondary and tertiary), and to promote a holistic approach. The federal government respondents suggested that including a combination of crime prevention approaches in a comprehensive manner would have the greatest impact on communities, and thus should not exclude secondary and tertiary crime prevention measures." [10]

English academic Henry Shaftoe provides a further perspective to the policing, corrections dynamic. "Even the agencies that you would expect to have crime prevention at the top of their agenda – the police and probation service – are so caught up in responding to crime that they have little time or inclination left to devote to prevention. A lack of strategic vision is to blame here, with the result that officers are so busy processing offenders they do not have the opportunity to step back and see what can be done to tackle the front end of this production line of human misery." [11] He writes further "one of the key challenges for the future is to persuade public service agencies and departments to incorporate crime prevention considerations into their mainstream functions." [12]

In February 2005 a partnered conference entitled, **Community Protection is Paramount: Coordinating the System's Response to High Risk Offending** was held in Richmond, British Columbia. This was a cooperative venture of the BC Crime Prevention Association, the BC Association of Chiefs of Police and the Pacific Region of the National Joint Committee of Senior Criminal Justice Officials. Chief Constable Andersen participated in a group exercise moderated by CCJA President, Willie Gibbs entitled, **Community Protection, Crime Prevention & Offender Reintegration: Are They Compatible?** Following presentations by key members of the criminal justice community the conference delegates were divided into four groups to discuss the presentation and respond to the key question. The four groups made up of community members; police officers, correction employees, crown counsels, other criminal justice employees and crime prevention practitioners were consistent in their response. The goals of community protection, crime prevention & offender reintegration are compatible!

Franz Grillparzer, an Austrian author wrote the following in the mid 1800's "science and art, or by the same token, poetry and prose differ like a journey and an excursion. The purpose of the journey is its goal, the purpose of the excursion is the process.

Conclusion

Consistent with the response to the February 2005 conference question highlighted above, both authors are firm in their conclusion that the goals of crime prevention and offender reintegration are truly compatible. This conclusion is refined in relation to tertiary prevention and its' "unrecognized" role in enhancing community protection and contributing to safer communities. The respective and distinctive journeys support this one conclusion. The respective goals of both corrections and the police community are fundamentally sound.

The literature review however has highlighted concerns that strike a chord. Leaving aside the goals, are crime prevention considerations truly incorporated into mainstream police and corrections functions? Is there sufficient dialogue and action between the police community and corrections in relation to tertiary prevention? Furthermore is there sufficient dialogue and action between the criminal justice system and the community in relation to tertiary prevention? As noted "the purpose of the excursion is the process." The journey has been sound however the community and the criminal justice system in true partnership need to intensify the excursion.

(Bibliographic references can be obtained by contacting the authors of this article.)

1 New Westminster Police Service Website, Crime Prevention, available from Internet http://www.nwpolice.org/rpeel.html

2 Australian Institute of Criminology, " Approaches to understanding crime prevention" AICrime reduction matters, (May 20, 2003 No. 01, Australian Institute of Criminology, Canberra, available from Internet) http://www.aic.gov.au/publications/crm/crm020.html

3 Canadian Association of Chiefs of Police Website, Towards a Crime Prevention Coalition: The Police Role in Crime Prevention Through Social Development, (available from Internet) http://www.cacp.ca/

4 Correctional Service of Canada Website, Presentation to the Committee on Community Safety and Crime Prevention (Media Room , Speeches, available from Internet) http://www.csc-scc.gc.ca/text/speeches/commish/03-05-30_e.shtml

5 Australian Institute of Criminology, "Crime reduction or crime prevention: Is there a difference?" AICrime reduction matters, (June 03, 2003 No. 02, Australian Institute of Criminology, Canberra, available from Internet) http://www.aic.gov.au/publications/crm/crm002.html

6 Peter Hornel, Sandra Nutley, Barry Webb, and Nick Tilley Investing to Deliver: Reviewing the implementation of the UK Crime Reduction Programme, (December 2004, Home Office Research Study 281, London, available from Internet) http://www.homeoffice.gov.uk/rds/pdfs05/hors281.pdf Page vi

7 National Crime Council, A Crime Prevention Strategy for Ireland: Tracking the Concerns of Local Communities, (May 2003, Dublin, available from Internet) http://www.gov.ie/crimecouncil/documents/Crime%20Prevention.pdf Page 20

8 Council of Europe Committee of Ministers, Recommendation Rec(2003)22 of the Committee of Ministers to member states on conditional release (parole) (September, 2003, Strasbourg, available from Internet) https://wcm.coe.int/viewdoc.jsp?id=70103&lang=en.#RelatedDocuments

9 D. Gilling, Crime Prevention Theory, policy and politics (London; UCL Press Limited, 1997) page 08

10 National Crime Prevention Strategy, Public Safety and Emergency Preparedness Canada "September – October 2004 Summary of Consultations on The National Crime Prevention Strategy – Future Directions" Virtual Library, (October 2004, Ottawa, available from Internet) http://www.prevention.gc.ca/en/library/publications/research/future_directions/index.html

11 Henry Shaftoe, Crime Prevention Facts, Fallacies and the Future. (New York: Palgrave Macmillan, 2004) page 205

12 Shaftoe, page 205

Mephistopheles and Other Terrors

By Brendan Haynes

Newspaper Editor
University of Ottawa

If this article sounds self-congratulatory, it should. Within the span of less than 6 weeks, the University of Ottawa faction of Canadian Lawyers Abroad, especially through the initiative of its Executive, was able to assemble two Supreme Court Justices and an exciting panel of speakers to air out their perspectives on counter-terrorism and the rule of law.

The Symposium began with Justice Binnie defining a number of controversial issues in the Canadian context of counter-terrorism. Do preventative measures warrant the violation of an individual's due process rights? How much deference should courts, in particular the judiciary, give to security and intelligence sources? And, is the Charter the best instrument to balance the interests of society and the interest of Canadian citizens? Similarly, former Chief Justice Antonio Lamer urged the audience and panel to remember that intelligence gathering bodies are economically and politically motivated, ultimately contending that such bodies and counter-terrorism in general require more control being given to Parliament.

Monia Mazigh, wife of Maher Arar, started the panel off by relating to the audience the plight of Muslim-Canadians since the war on terrorism took full swing a couple of years ago. Her basic point was that Muslims are being persecuted and are being denied essential Charter rights, such as the right to counsel, to such an extent that there has been a reversal of onus. The presumption of innocence no longer applies to Muslims, rather they are presumed to be suspected terrorists and must absolve themselves.

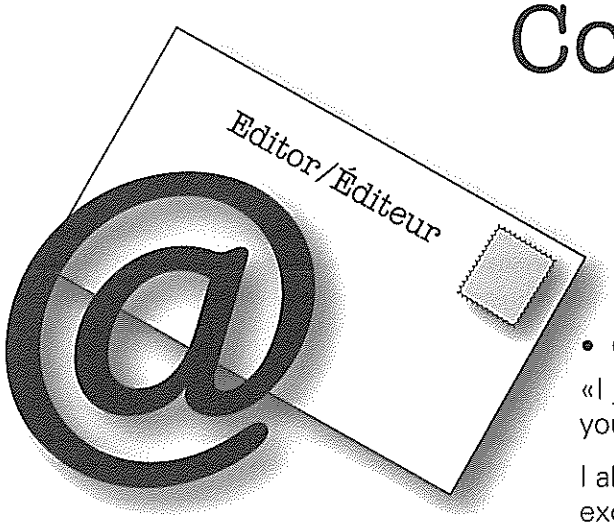
David Harris, former CSIS official and University of Ottawa Alumni, provided the panel with the right amount of spice. Harris, as I am sure the audience was unanimously aware, was a more conservative proponent of counter-terrorism introducing himself as Mephistopheles – the name given to the devil in Goethe's Faust and in European literature afterwards. Harris believes denial is at the root of our collective fear of being confronted with the very real threat of terrorism. According to Harris, terrorist cells are present in Canada. Accordingly, in certain circumstances, appropriate measures, such as closed proceedings, may be needed to uncover potential threats.

The last two speakers were both Faculty professors familiar to most, professor Paciocco and professor St. Lewis. Both provided perspectives unique to the panel but given their interests and expertise were very predictable. On the one hand, Prof. St. Lewis filled in the intellectual void left by Monia Mazigh's comments. She believes there has been a fundamental erosion of the rule of law in that minorities are now being refused essential rights, like the right to counsel. "Power concedes nothing without demand", she concluded, "Anti-terrorism legislation is about power and it requires resistance to fight it". On the other hand, Prof. Paciocco cautioned against deference. When a court defers, they may not be deferring to integrity of the information gathering process, but instead to the prejudices and biases of individual law enforcement agents. His contention, which anybody who has taken his evidence class knows, is for evidence to be disclosed and thoroughly evaluated. He stated that courts are in a position to say strong things because they are not subject to international pressure in the same way politicians are.

It is somewhat clichéd to say that no concrete answers were given to the problem as it was posited by the justices. Unfortunately, much of the time was taken up by them. In fact, if there was any one thing the panel could agree on, it was that there is no easy answer to the threat of terrorism and how the state should proceed in dealing with this threat. In sum, the conference was an excellent forum to gain insight into the different perspectives on the topic of counter-terrorism measures.

While to many the conference may also seem as though it was an opportunity to hear a Supreme Court justice speak in person, this obfuscates an important point. The fact is that such events are essential. The significance of such conferences is that they provide a forum for open discourse. They are an opportunity for some of Canada's burgeoning legal minds to listen and gain insight into topics of critical importance to Canada's future. With this in mind, it's hard to disagree with some who were left thinking that the Symposium was one, if not the Faculty of Law's best.

Letters to the Editor / Courrier des lecteurs



- **CCJA Newsletters / Justice Report**

«I just wanted to tell you how much I (we) are appreciating your newsletters. They are really well done, and informative.

I also just received my copy of Justice Report. It is really excellent! I found myself reading it and actually enjoying the content. Relevant and timely. Not easily achieved, and I appreciate the work behind it. »

Jeff Christian
Langley, BC

- **Justice Report – Volume 20, No. 1:**

«I note two articles in your last "Justice Report" deploring the light sentences awarded by the Courts in two high profile criminal cases.

It strikes me that the punishments awarded would not seem so trivial if emphasis was made that the conduct of the offenders also rendered them liable for very substantial civil penalties. Crime attracts punishment; the civil case provides restitution to the offender.

This brings me to one obvious conclusion. The pursuit of civil remedies against an offender is currently a time consuming, expensive, and often ineffective procedure. Isn't the real need here for a much more effective combination of civil and criminal procedure, so that victims of sexual abuse, for instance, would be awarded substantial damages at the same time as a criminal sentence is passed. In that way, the offender is very visibly "made to pay" to the satisfaction of the public, the victim is given a more effective way to be compensated for the harm done, and a non-custodial sentence becomes the means by which the offender can be made to work in society to earn the wherewithal with which to repay the damages owed to his victim.»

J. Martin Hattersley, Q.C.
Edmonton, Alberta

• **Justice Report – Volume 20, No. 1:**

«I very much enjoy your electronic newsletters and regularly find them to have useful and informative contents. I am sorry to say that I was rather disappointed with your most recent Justice Report. It lacked the vision and perspective that I have come to expect. While I don't expect the contributors to have perspectives that I agree on, I at least expect them to have something deeper to say than what I experienced in this issue.

Sean Fine's article was particularly disappointing. To set the stage with such a profound title – Reforming Canadian Justice, and then follow it with such uninspiring content is setting us up for a fall. His article lacked insight and appreciation, or perhaps even awareness, of the serious and ongoing conversation of what is fundamentally wrong with the Criminal Justice System in this country. The Law Commission of Canada has had some wonderful things to say about this topic in their report Participatory Justice. Suggesting mere tinkering and further 'reform' through yet another ' parliamentary committee' will do nothing for our CJS and even less for the victims of the pathetic version of justice that we have in this country

The commentary on the Todd Bertuzzi case has a similar lack of perspective. What we need is less respect for law and more respect for persons. This whole respect for the law commentary has validity only to the extent that the law respects persons. The case represents nicely what is an all too common experience for victims and aught to be represented as such and used as a motivator for change, to call for a system that is victim focussed rather than lawyer/judge/court focussed.»

James Loewen
MCC Canada
Restorative Justice Coordinator

Editor's comment: Here are the views of the author of one of those articles, Mr. Norbert Cunningham:

«Mr. Loewen's points regarding victims is well-taken and I do not disagree. Indeed, the point of my article was that if the justice system doesn't begin soon to correct the imbalance between people's reasonable expectations and what has become the systemic reality in outcomes, then it risks losing the public's respect. People are what matter, process is an ends to the means of obtaining what society hopes will be a reasonable measure of true justice (not just technical justice: the case is over, everything was done properly, next!). I take it as self-evident that a system that does not command a reasonable amount of respect is one that will eventually crumble and be subject to all kinds of abuse, including "experts" in their fields playing it to their every advantage. That said, how does the system gain respect? By genuinely respecting those it serves. That includes the public in general and very specifically victims of crime. The Canadian system, in my view, has a long way to go to achieve a better balance between respect for the people it serves, particularly victims, and adherence to its processes, codes, and bureaucratic procedures that often produce lopsided and unjust outcomes.»

Norbert Cunningham

Editorial Page Editor,
Moncton Times & Transcript

30th Canadian Congress on Criminal Justice

Westin Calgary Hotel, Calgary, Alberta, Canada

October 26 – 29, 2005

Please type or print all the registration information clearly.

Family Name: _____ First Name: _____

Title: _____

Organization: _____

Address: _____

City: _____ Province/State: _____

Postal/ Zip Code _____ Country: _____

Telephone : ( ) _____ Fax : ( ) _____

E-Mail : _____

REGISTRATION FEES: Please ensure that you comply with both the date and membership requirements in order to determine what fee is applicable to you. (CCJA: Canadian Criminal Justice Association; ACJA: Alberta Criminal Justice Association)

Please check appropriate line

	BEFORE Sept. 1/ 05		**AFTER** Sept. 1/05	
• A member of the CCJA	$300.00	☐	$350.00	☐
• **Not** a member of CCJA (**note 1**)	$350.00	☐	$400.00	☐
• A senior citizen (over 65) or a student (**note 2**)	$75.00	☐	$75.00	☐
• Agency pass (**note 4**)	$350.00	☐	$400.00	☐
• Daily on-site registration	$115.00	☐	$115.00	☐

Notes:
1. Unless instructed otherwise, a portion of the fee will be applied to a **one-year Category-I** membership in the CCJA as well as a membership in the affiliate in your own province (where applicable).
2. This fee allows access to professional activities only, meal tickets may be purchased separately. Students must submit verification of current full-time student status.
3. **Refund and Cancellation Policy:** A processing fee of $50.00 will be applicable to all cancellations received prior to October 5, 2005. **(Cancellations must be in writing).** No refund will be made after that date; however, **the registration may be transferred to another person if written notice is received from the original registrant.**
4. This pass is available to small, local, non-profit organizations only. It will allow several staff members from the same organization to attend a selected portion of the congress. Such arrangements to be decided within the organization.

Special Needs: _____

Payment: Please remit your payment by **cheque** to:

The 2005 Canadian Congress on Criminal Justice
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tel: (613)725-3715 – Fax:(613)725-3720 –E-mail: ccja@bellnet.ca

Or Credit Card:

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____ (Card No.) _____ (Expiry Date)

_____ (Name on the card, please print) _____ (Telephone)

30e Congrès canadien de justice pénale

Hôtel Westin Calgary, Calgary, Alberta Canada

Du 26 au 29 octobre 2005

Veuillez inscrire en lettres moulées tous les renseignements relatifs à votre inscription

Nom de famille: _____ Prénom: _____

Fonction: _____

Organisme: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province /État: _____

Code postal/Zip: _____ Pays : _____

Téléphone : ( ) _____ Télécopieur: ( ) _____

Courriel : _____

FRAIS D'INSCRIPTION: Veuillez vous assurer que vous vous conformez aux exigences quant à la date et à l'adhésion afin de déterminer quel montant s'applique à vous. (ACJP : Association canadienne de justice pénale; ACJA Alberta Criminal Justice Association).

Veuillez cocher la ligne correspondant à votre situation:

	AVANT le 1er sept.		**APRÈS** le 1er sept.	
• Membre de l'ACJP	$300.00	☐	$350.00	☐
• **Non-membre** de l'ACJP (**note 1**)	$350.00	☐	$400.00	☐
• Aîné(e) (65 ans et plus) ou étudiant(e) (**note 2**)	$ 75.00	☐	$ 75.00	☐
• Laissez-passer pour Agence (**note 4**)	$350.00	☐	$400.00	☐
• Inscription quotidienne au Congrès	$115.00	☐	$115.00	☐

Notes:
1. À moins d'indication contraire de votre part, une partie de vos frais d'inscription vous assurera une adhésion de un an (Catégorie I) à l'ACJP, ainsi qu'à l'affiliée de votre province d'origine (là où cela s'applique).
2. Ce tarif ne donne accès qu'aux activités scientifiques, coupons pour repas peuvent être achetés séparément. Les étudiants devront présenter une attestation de leur statut d'étudiant à plein temps.
3. **Politique de remboursement et d'annulation:** Des frais de traitement de $50.00 seront exigés pour toute annulation effectuée le ou avant le 5 octobre 2005. **(Les annulations doivent être faites par écrit)** Il n'y aura aucun remboursement après cette date. Il est toutefois possible de **transférer cette inscription à une autre personne, il suffit d'en donner avis par écrit.**
4. Ce laissez-passer est disponible seulement pour les petits organismes à but non-lucratif locaux. Il permet à plusieurs employés du même organisme d'assister à différentes sections du congrès. Ce genre d'arrangements est gérés par l'organisme.

Besoins particuliers: _____

Paiement : veuillez faire parvenir votre **chèque** à:

Le Congrès canadien de justice pénale 2005
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tél. : (613)725-3715 – Téléc :(613)725-3720 – Courriel: ccja@bellnet.ca

Ou carte de crédit :

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____ _____
(Nº de la carte) (Date d'expiration)

_____ _____
(Nom inscrit sur la carte, en lettres moulées) (Téléphone)

30th Canadian Congress on Criminal Justice

Pre-Congress Session

Wednesday, October 26, 2005 – 9:00 am – 16:30 pm

Westin Calgary Hotel, Calgary, Alberta, Canada

"DO YOU HEAR THE TRAIN COMING? (Simultaneous translation)

Speaker: **Dr. Gordon Graham,** California, USA

How many times in our lives have we found ourselves in situations where we sense that "trouble is on the way?" How many of us have formulated a system to prevent bad decision making and the inevitable tragedies that occur? The "**Do You Hear the Train Coming?**" workshop will do just that and do it in such a way that is fun, engaging and very entertaining. What a way to start Congress 2005 and you can be part of that fun!

The above session will be presented by Gordon Graham. He is a 30 year veteran of California Law Enforcement, a practicing attorney and holds a Master's Degree in Safety and Systems Management. Gordon Graham has centered his efforts in providing knowledge to both public and private sector organizations in the areas of Organizational and Operational Risk Management, Civil Liability, Professionalism, Ethical Decision Making and related topics. Instead of focusing solely on after incident damage control, his efforts are focused on the prevention of mistakes through a risk management based training program called S.R.O.V.T. (Solid Realistic Ongoing Verifiable Training). His basic belief is that "**things that go wrong are predictable and predictable is preventable.**"

Registration Form (Please print)

Cost:	**Before** Sept. 1/05	**After** Sept. 1/05
• Full time Congress registrant:	$50.00 ☐	$75.00 ☐
• Workshop only:	$75.00 ☐	$100.00 ☐

Family Name: _____ First Name: _____

Title: _____

Organization: _____

Address: _____

City: _____ Province/State: _____

Postal/ Zip Code _____ Country: _____

Telephone : ( ) _____ Fax : ( ) _____

E-Mail : _____

Payment: Please remit your payment by **cheque** to:

The 2005 Canadian Congress on Criminal Justice
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tel: (613)725-3715 – Fax:(613)725-3720 –E-mail: ccja@bellnet.ca

Or Credit Card:

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____ _____
(Card No.) (Expiry Date)

_____ _____
(Name on the card, please print) (Telephone)

30e Congrès canadien de justice pénale

Atelier pré-congrès

Le mercredi 26 octobre 2005 – 9 h 00 – 16 h 30 pm

Hôtel Westin Calgary – Calgary, Alberta, Canada

"Entendez-vous siffler le train" (traduction simultanée)

Conférencier : **Dr. Gordon Graham,** Californie, É.-U.

Combien de fois nous est-il arrivé dans nos vies d'avoir le pressentiment qu'un malheur allait se produire? Combien d'entre nous avons travaillé à concevoir un système qui permettrait de prévenir la prise de mauvaises décisions et les tragédies inévitables qui en découleraient? Voilà précisément les sujets qui seront abordés au cours de l'atelier « **Entendez-vous siffler le train?** » et on le fera d'une manière à ce que ce soit amusant et divertissant. Quelle façon d'entamer le Congrès 2005…et vous pourriez être de la fête!

Cet atelier sera présenté par Gordon Graham. Il a œuvré 30 ans au sein des services de l'ordre de la Californie, à titre d'avocat. Il détient également un diplôme de maîtrise dans les domaines de la sécurité et de la gestion des systèmes. Les efforts déployés par Gordon Graham ont pour objet de renseigner les organismes des secteurs public et privé en matière de gestion du risque aux plans organisationnel et opérationnel, en matière de responsabilité civile, de professionnalisme, d'éthique dans la prise des décisions et d'autres sujets du genre. Plutôt que de s'attarder uniquement à réparer les torts causés à la suite d'un incident, il préfère axer ses efforts sur la prévention d'erreurs par l'application d'un programme de formation qui mise sur la gestion du risque, le programme S.R.O.V.T. – Solid Realistic Ongoing Verifiable Training [Formation solide, réaliste, continue et vérifiable]. Il croit fondamentalement que « **les situations qui tournent mal sont prévisibles et que, si une situation est prévisible, on peut la prévenir.** »

Formulaire d'inscription (En letters moulées SVP)

Coût :	**Avant** le 1er sept./ 05		**APRÈS** le 1er sept/05	
• Inscrit au Congrès :	$50.00	☐	$75.00	☐
• Atelier de formation seulement :	$75.00	☐	$100.00	☐

Nom de famille: _____ Prénom: _____

Fonction: _____

Organisme: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province /État: _____

Code postal/Zip: _____ Pays : _____

Téléphone : ( ) _____ Télécopieur: ( ) _____

Courriel : _____

Paiement : veuillez faire parvenir votre **chèque** à:

Le Congrès canadien de justice pénale 2005
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tél. : (613)725-3715 – Téléc :(613)725-3720 – Courriel: ccja@bellnet.ca

Ou carte de crédit :

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____ _____
(Nº de la carte) (Date d'expiration)

_____ _____
(Nom inscrit sur la carte, en lettres moulées) (Téléphone)

Coming Events / Prochains événements

(Published in the language submitted / Publiés dans le langage soumis)

2005

May 17 – 20 / du 17 au 20 mai

Canadian Conference on Homelessness : Stories, Research, Solutions / Conférence canadienne sur l'itinérance

Place/Endroit: York University, Toronto, Ontario, Canada
Information/Renseignements: Canadian Conference on Homelessness, c/o Faculty of Education, 8th Fl., Ross Building, York University, 4700 Keele St., Toronto, Ontario, Canada M3J 1P3. Web: www.homelessconference.ca

May 31 – June 2 / du 31 mai au 2 juin

Colloque international francophone sur « La police et les citoyens »

Sponsored by/Parrainé par : Intersection, École nationale de police du Québec et Centre international de criminologie comparée.
Place/Endroit : Montréal, Québec, Canada
Information/Renseignements : Colloque sur La police et les citoyens, Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal, Québec, Canada H3C 3J7.
Telephone : (514) 343-2120. Fax/Télécopieur : (514) 343-2269. E-mail/Courriel : cicc@umontreal.ca
Web : http://www.cicc.umontreal.ca

June 20 – 22 / du 20 au 22 juin

Conference on "What works with women offenders: A cross-national dialogue about effective responses to female offenders".

Sponsored by/Parrainé par: Department of Social Work, Faculty of Medicine, Nursing & Health, Monash University.
Information/Renseignements: c/o Conference Manager, Department of General Practice, Monash University, 867 Centre Rd, East Bentleigh, Victoria 3165 Australia. Telephone: +61 3 8575 2215/14. Fax/Télécopieur: +61 3 8575 2233. E-mail/Courriel : annabel.whitby@med.monash.edu.au

June 26 – 30 / du 26 au 30 juin

19th International Conference of the International Society for the Reform of Criminal Law

Theme/Thème: *"Modernisation of Criminal Justice Systems"*
Place/Endroit: Edinburgh, Scotland
Information/Renseignements: Secretariat, International Society for the Reform of Criminal Law, Suite 1000, 840 Howe Street, Vancouver, British Columbia, Canada V6Z 2M1. Telephone: (604) 643-1252. Fax/Télécopieur: (604) 643-1200. E-mail/courriel : secretariat@isrcl.org Web : www.isrcl.org

July 5 – 9 / du 5 au 9 juillet

XXIXe Congrès international de droit et de santé mentale

Theme/Thème : *"Santé mentale et société : progrès ou recul ?"*
Place/Endroit : Montréal, Québec, Canada
Information/Renseignements : Secrétariat de l'enseignement, Institut Philippe Pinel de Montréal, 10905, boul. Henri-Bourassa est, Montréal, Québec, Canada H1C 1H1 . Telephone : (514) 648-8461 poste 558. Fax / Télécopieur : (514) 881-3706. E-mail / courriel : marois_danielle@ssss.gouv.qc.ca – Web : www.pinel.qc.ca

August 6 – 10 / du 6 au 10 août

American Correctional Association's 135th Congress of Correction

Place/Endroit: Baltimore, Maryland, U.S.A.
Information/Renseignements: American Correctional Association, Convention Department, 4380 Forbes Blvd., Lanham, MD 200706-4322, U.S.A.. Telephone: (800) 222-5646 ext. 1922. Fax / Télécopieur: (301)918-8198. Web: www.aca.org

August 7 – 11 / du 7 au 11 août

14th World Congress of Criminology

Theme/Thème: *"Preventing crime and Promoting Justice: Voices for Change"*
Place/Endroit : Philadelphia, Pennsylvania, U.S.A.
Sponsored by/Parrainé par: The International Society of Criminology
Information/Renseignements: web: http://www.worldcriminology2005.org

October 4 – 7 / du 4 au 7 octobre

3e Congrès international francophone sur *"L'agression sexuelle: coopérer au-delà des frontières"*

Sponsored by/ Parrainé par : Institut Philippe Pinel de Montréal et l'Université de Montréal.
Place/Endroit : Hilton Lac-Leamy, Gatineau, Québec, Canada
Information/Renseignements : Institut Philippe Pinel de Montréal, 10905, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, Québec H1C 1H1 Canada. Telephone : (514) 648-8461 poste 558. Fax / Télécopier : (514) 881-3706. E-mail / courriel : marois-_danielle@ssss.gouv.qc.ca – Web : www.cifas2005.ca

October 20 – 22 / du 20 au 22 octobre

« Unlocking Innocence : An International Conference on Avoiding Wrongful Conviction »

Place/Endroit: Fairmont Hotel, Winnipeg, Manitoba
Information/Renseignements: Conference Website/site web de la conference: www.wrongfulconviction.ca

October 26 – 29 / du 26 au 29 octobre

30th Canadian Congress on Criminal Justice / 30e Congrès canadien de justice pénale

Hosted by/Parrainé par: Canadian Criminal Justice Association/Association canadienne de justice pénale and/et Alberta Criminal Justice Association.
Theme/theme: *"Viewpoint 2005 – Is the future ours to see?"* – *"Vision 2005 – Que nous réserve l'avenir?"*
Place / Endroit: The Westin Calgary Hotel, Calgary, Alberta, Canada
Information / Renseignements: Canadian Criminal Justice Association / Association canadienne de justice pénale, 1750 Courtwood Crescent #308, Ottawa, Ontario, Canada, K2C 2B5. Telephone: (613) 725-3715. Fax / Télécopieur: (613) 725-3720.
E-mail / Courriel: ccja@bellnet.ca. Web: www.ccja-acjp.ca

2006

January 28 – February 1 / du 28 janvier au 1er février

American Correctional Association's Winter Conference

Place/Endroit : Nashville, Tennesse, U.S.A.
Information/Renseignements : American Correctional Association, Convention Department, 4380 Forbes Blvd., Lanham, MD 200706-4322, U.S.A.
Telephone : (800) 222-5646 ext. 1922. Fax/Télécopieur : (301) 918-8198.
Web : www.aca.org

August 12 – 17 / du 12 au 17 août

American Correctional Association's 136th Congress of Correction

Place/Endroit: Tampa, Florida, U.S.A.
Information/Renseignements : American Correctional Association, Convention Department, 4380 Forbes Blvd., Lanham, MD 200706-4322, U.S.A.
Telephone : (800) 222-5646 ext. 1922. Fax/Télécopieur : (301) 918-8198.
Web : www.aca.org

Canadian Criminal Justice Association

Association canadienne de justice pénale